

**LA POLITIQUE DE DÉFENSE
DE LA CHINE**

Sommaire

INTRODUCTION

I - LES FONDEMENTS STRATÉGIQUES

- 1 - L'évolution récente de la doctrine officielle
 - a - Une posture essentiellement défensive
 - b - L'impact du nouveau contexte géopolitique
 - c - Le Livre blanc de la Défense
- 2 - La réalisation des frontières
 - a - Le bras de fer avec Taiwan
 - b - La répression des mouvements séparatistes
 - c - L'emprise sur la mer de Chine

II - LES MOYENS FINANCIERS ET INDUSTRIELS

- 1 - Un budget militaire très controversé
 - a - Les chiffres officiels
 - b - Les estimations de la RAND Corporation
- 2 - Le complexe militaro-industriel
 - a - Un secteur toujours placé sous contrôle
 - b - Les acquisitions à l'étranger
 - c - L'espace, nouvel enjeu majeur.

III - LA MODERNISATION DES FORCES ARMÉES

- 1 - Les forces terrestres et aériennes
 - a - L'armée de terre
 - b - L'armée de l'air
- 2 - La marine
 - a - La flotte de surface
 - b - Les forces sous-marines
- 3 - La coopération internationale

CONCLUSION

Depuis quelques années, la Chine s'est réveillée et affiche d'impressionnantes performances économiques qui soutiennent son ambition d'accéder au rang de très grande puissance. Membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations unies, dotée de l'arme nucléaire depuis 1964 et abritant plus du cinquième de la population de la planète, elle ne manque donc pas d'atouts pour que le XXI^e siècle soit le sien, comme le prévoient déjà de nombreux observateurs ou médias, le *New Times Magazine* ayant par exemple titré à ce sujet dès le 4 juillet 2004¹.

Le Dragon menace désormais de tout écraser sur son passage : selon les derniers calculs de la Banque mondiale, son économie file à vive allure sur les talons du groupe de tête constitué par les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, après avoir récemment distancé la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Fascinante pour les uns, inquiétante pour les autres, cette montée en puissance est tout autant considérée comme une « source de bonheur » que comme un « foyer de malheur » pour l'Asie et, au-delà, pour l'ensemble de la communauté internationale.

Alors qu'il s'était frileusement recroquevillé pendant des siècles derrière sa Grande Muraille, l'empire du Milieu veut aujourd'hui assumer de nouvelles responsabilités, non seulement sur l'échiquier international où sa diplomatie œuvre au service presque exclusif d'une économie rendue fragile par ses énormes besoins énergétiques, mais aussi et surtout sur la scène asiatique, sa sphère de rayonnement naturelle, où il aspire à retrouver son rang de puissance dominante. Génératrices de déséquilibres régionaux, ses ambitions provoquent des tensions récurrentes avec les Etats-Unis, irritent une Russie aux ambitions retrouvées depuis l'avènement de Vladimir Poutine et inquiètent le Japon, qui entend pareillement se poser en leader régional.

Depuis la normalisation de leurs relations, en 1972, Pékin et Washington entretiennent des rapports ambivalents caractérisés par une réelle volonté de rapprochement et une grande méfiance. À la lumière de plusieurs incidents² qui ont attisé les tensions, de nombreux experts ont brandi le spectre d'un affrontement inévitable entre les deux puissances, dont l'interdépendance économique semble cependant suffisante pour prévenir ce type de scénario catastrophe. Dans une telle hypothèse en effet, l'économie chinoise ne serait plus alimentée en pétrole puisque le détroit d'Ormuz, par où transite l'essentiel de ses importations d'or noir, est contrôlé par la flotte américaine, mais serait de surcroît privée de plus du tiers de ses débouchés commerciaux. La croissance américaine serait quant à elle fortement compromise puisqu'elle repose pour une part non négligeable sur Pékin qui a acquis des montagnes de bons du trésor américain.

Les Américains pensent, depuis longtemps, que la Chine sera leur prochain grand adversaire, aussi ne voient-ils pas d'un très bon œil son irrésistible ascension, qu'ils tentent de juguler en jouant sur sa dépendance énergétique, notamment pétrolière, et en s'installant à ses confins, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Les Chinois n'apprécient pas la présence américaine dans leur pré carré, où ils veulent desserrer l'étau constitué par le Japon, la Corée du Sud et Taiwan, qui reste la question la plus sensible dans l'écheveau de leurs relations avec les Américains. Alors que leur objectif est de régler le problème par des voies pacifiques, ils assistent, inquiets, à la forte consolidation du sentiment identitaire taiwanais³, ce qui éloigne l'hypothèse d'une réunification pacifique sans changement de régime politique. Ils pourraient donc être tentés, pour limiter les risques pesant sur leur environnement géopolitique, de s'emparer de l'île rebelle, véritable verrou de la mer de Chine, par la voie des armes.

Dès lors, tout renforcement du potentiel militaire chinois est interprété par Washington comme une provocation. Les deux pays, qui se tiennent en respect par une « sorte d'équilibre de la terreur économique »⁴, ne recherchent cependant pas une déflagration que seule la question taiwanaise pourrait provoquer, si l'île venait à proclamer une indépendance dont elle dispose déjà de fait. Le rapprochement tactique observé après les attentats du 11 septembre 2001 entre Washington et Pékin

¹ « The Chinese Century », par Ted C. Fishman.

² Notamment le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade, en mai 1999, par un avion furtif B-2, où la crise de l'avion espion américain EP-3, truffé d'électronique, qui fut intercepté en avril 2000 par l'aviation chinoise au large de ses côtes.

³ Qu'ont par exemple confirmée l'élection de l'ancien militant indépendantiste Chen Shui-bian à la présidence de la République, en 2000, puis sa réélection en 2004.

⁴ *Le Monde* du 15 juin 2006, « Chine – Etats-Unis : l'ère de l'interdépendance », par Frédéric BOBIN.

semble n'avoir été qu'une parenthèse dans leurs relations : la théorie de l'« endiguement » qui prévalait antérieurement est de nouveau à l'ordre du jour aux Etats-Unis où resurgit, avec l'essoufflement de la lutte contre le terrorisme, un discours sur la « menace chinoise » aux relents de guerre froide.

La Chine se méfie des Etats-Unis mais plus encore du Japon car les deux pays, malgré des relations économiques qui n'ont jamais été aussi étroites, restent opposés par le poids du passé. Les visites régulières des dirigeants nippons au temple shintoïste du Yasukuni pour y célébrer la mémoire des soldats morts au combat mais parmi lesquels figurent 16 criminels de guerre, ravivent à Pékin les plaies mal soignées des années d'occupation japonaise, un contentieux pérenne alourdi, en avril 2005, par l'approbation officielle d'un manuel d'histoire passant complètement sous silence les exactions commises par les troupes japonaises durant l'occupation de la Chine⁵. Les rancoeurs sont par ailleurs attisées par les accusations mutuelles de pillage de gisements pétroliers et gaziers situés dans une zone comprise entre l'archipel japonais d'Okinawa et la ville côtière chinoise de Ningbo, au sud de Shanghai, que les deux capitales revendiquent. Enfin, leur différend se nourrit d'une rivalité plus vaste, portant sur la suprématie politique sur la scène asiatique. Tokyo n'admet pas que l'Asie soit centrée sur Pékin dont l'émergence économique, diplomatique et militaire l'inquiète. Brandissant leur force technologique, leur puissance financière et leur alliance avec les Etats-Unis assorties, sous couvert de son implication dans la guerre contre le terrorisme, d'un renforcement notable de leurs moyens militaires, les Japonais militent par conséquent pour intégrer le Conseil de sécurité. Les Chinois, quant à eux, imposent une puissance économique qui prélude à une domination géopolitique régionale interdisant l'irruption de toute puissance concurrente, et s'opposent donc aux prétentions du Japon à jouer un rôle politique, en repoussant énergiquement ses revendications pour obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité.

Le dossier nord-coréen est un autre enjeu sécuritaire majeur pour Pékin. Seule amie de la Chine dans la région, la Corée du Nord est en effet une composante incontournable de son système de sécurité, les deux pays étant toujours liés par un accord de défense mutuelle conclu en 1961. Pyongyang, qui dépend de Pékin pour ses approvisionnements en denrées alimentaires et en énergie, n'ignore pas que la priorité des dirigeants chinois reste la stabilité régionale, indispensable à l'expansion économique de leur pays, ni que ces mêmes dirigeants considèrent que la menace qu'elle-même représente fait contrepoids à la présence militaire américaine en Asie.

Il n'empêche, cependant, que Pékin a beaucoup de mal à contrôler son turbulent voisin qui n'a pas hésité, le 9 octobre 2006, à procéder à un essai nucléaire souterrain que la communauté internationale a unanimement condamné. La Chine lui a certes demandé de tenir ses engagements d'une péninsule coréenne dénucléarisée et de reprendre le chemin des pourparlers à six, mais s'est toutefois montrée assez mesurée en s'opposant à toute sanction draconienne qui pourrait mettre en péril la pérennité de son régime. Ses réticences, jointes à celles de la Russie, ont donc conduit à l'adoucissement du texte initialement proposé par les Etats-Unis, qui ont en particulier accepté d'en retirer le recours à la force : la voie était alors ouverte à l'adoption, à l'unanimité des 15 membres du Conseil de sécurité des Nations unies, de la résolution 1718, entérinée le 14 octobre 2006. Les efforts de Pékin pour tenter de convaincre Pyongyang de reprendre les négociations allaient par ailleurs finir par l'emporter puisque Pyongyang annonçait, le 1er novembre 2006, son retour à la table des six sur l'arrêt de son programme atomique.

En quête d'un statut mondial de puissance majeure qu'elle ne veut acquérir que par des moyens pacifiques, la Chine ne cache pas, en revanche, son désir de redevenir le grand leader asiatique qu'elle fut.

Elle s'évertue donc à restaurer son ancien périmètre impérial en refusant à Taiwan de se détacher d'elle, en tentant d'imposer sa souveraineté en mer de Chine et en muselant les minorités séparatistes Tibet et du Xinjiang.

Elle complète son repositionnement diplomatique en modernisant des forces armées chargées de garantir, en toutes circonstances, l'unité du territoire national et de protéger des approvisionnements énergétiques qui transitent majoritairement par voie maritime.

⁵ Le massacre de la capitale Nankin, notamment, y est simplement qualifié d'« incident », alors qu'environ 300 000 Chinois y furent exterminés par les troupes nipponnes, entre décembre 1937 et juin 1938.

Cette armée dont la vocation opérationnelle dépasse désormais les limites strictes du territoire, n'est plus « l'armée de pauvres », pléthorique et sous-équipée, du modèle maoïste, mais une armée aux effectifs contractés qui sont dotés des équipements les plus sophistiqués. Appelée à protéger les intérêts vitaux de Pékin et à soutenir son influence diplomatique et son prestige international, l'armée chinoise connaît aujourd'hui un effort de modernisation sans précédent, qui conduit de nombreux pays à s'interroger sur leur finalité, les Américains craignant même qu'elles constituent, à terme, « une menace crédible pour les armées modernes qui opèrent dans la région »⁶.

⁶ *Herald Tribune* du 20 septembre 2006, « L'armée chinoise sur la scène internationale », par David Lague.

I – Les fondements stratégiques

1) L'évolution récente de la doctrine officielle

Le principe essentiel de la position chinoise a invariablement été celui d'une posture purement « défensive », les nuances n'ayant jamais porté que sur les types de défense envisagés.

a) Une posture essentiellement défensive

Pendant toute l'époque maoïste, qui fut la plus idéologiquement radicale et qu'on situe généralement de la guerre sino-indienne de 1962 au conflit sino-vietnamien de 1979, la doctrine ne pouvait être que « défensive », puisque Pékin ne disposait que de capacités de dissuasion nucléaire limitées, la possession de l'arme de destruction massive n'ayant pour vocation primordiale que d'affirmer l'indépendance du pays face aux Américains et aux Soviétiques. En d'autres termes et nonobstant son indéfectible soutien à de multiples mouvements de libération nationale et partis révolutionnaires, Pékin n'avait d'autre choix, compte tenu de son manque de moyens militaires, que d'adopter une position défensive, le repli sur soi. La politique de sécurité chinoise n'était alors que faiblement influencée par son volet purement militaire.

Il faudra l'arrivée de Deng Xiaoping au pouvoir pour que sonne l'heure du retour à la tradition impérialiste de l'expédition punitive extérieure destinée, en réalité, à assurer l'intégrité et non l'extension du territoire national. La « contre-attaque » déclenchée par Pékin, en février 1979, sur le territoire vietnamien pour porter secours à son allié cambodgien et qui sera simplement qualifiée de « punition » infligée à un voisin trop turbulent⁷ en est le meilleur exemple.

Les Chinois ont toujours catégoriquement démenti les visées expansionnistes qu'on leur a parfois prêtées, en soutenant qu'ils n'ont jamais cherché à dominer le monde pendant la quinzaine de siècles où ils ont déteu presque tous les atouts technologiques et militaires qui leur auraient sans doute permis d'y parvenir. En 1974, Deng Xiaoping lui-même déclara solennellement, à l'Assemblée générale des Nations unies, que son pays n'aspirerait jamais à l'hégémonie, et appela par avance tous les peuples du monde à le combattre si l'idée de dominer la planète lui venait un jour...

Aujourd'hui, son héritage d'une option purement défensive est clairement réaffirmé, et les dirigeants chinois ne cessent de proclamer que toutes les guerres menées par leurs armées depuis 1949 n'ont été que défensives, de celle de Corée à celle du Vietnam.

Depuis le début des années 80 cependant, la politique de défense chinoise a évolué, en obéissant au double impératif de conserver le fondement idéologique de la pensée de Mao et de tenir compte de l'apparition de nouveaux enjeux stratégiques mondiaux.

La notion de défense stricte du territoire national contre les dangers idéologiques parfaitement identifiés qu'étaient l'impérialisme américain et l'hégémonisme soviétique, glisse donc progressivement, à cette époque, vers une conception de sécurité plus englobante qui prend corps à travers la doctrine de « guerre populaire dans des conditions modernes », le premier terme faisant référence à la pensée de Mao et le second aux grands changements qui affectent alors l'ordre mondial. Cette doctrine de guerre populaire est fondamentale : le territoire ne peut être défendu que par les masses populaires dans leur intégralité.

⁷ *Le Monde* du 7 mars 1979, «La 'leçon' du gendarme chinois».

b) L'impact du nouveau contexte géopolitique

Le premier bouleversement majeur de l'échiquier stratégique mondial fut sans conteste l'arrivée au Kremlin de Mikhaïl Gorbatchev, en mars 1985.

Dès lors, l'Union soviétique ne constituera plus véritablement une menace pour la Chine puisque les risques d'une guerre nucléaire totale, qui aurait impliqué Moscou et Washington, s'estomperont durablement. Ce contexte « apaisé » a donc conduit les dirigeants chinois à décider, en mai 1985, lors d'une session spéciale de la Commission militaire centrale présidée par Deng Xiaoping en personne, de réduire le volume de leurs forces armées et de donner la priorité au développement économique plutôt qu'à l'intensification de la puissance militaire.

Les enjeux économiques induits par la politique de réformes et d'ouverture revêtant une importance accrue, il ne s'agissait donc plus de mener une guerre populaire prolongée sur le territoire, mais bien de protéger celui-ci en limitant un éventuel conflit à ses frontières. Cette option nouvelle de la sanctuarisation du sol conférait à la police populaire armée et aux forces de réserve un rôle déterminant dans sa défense.

La fin de la guerre froide sera pour la Chine la seconde opportunité de faire son retour dans l'histoire, en imposant ses ambitions d'une puissance retrouvée et en dénonçant systématiquement le maintien de la présence américaine en Asie.

Il lui faut pour cela, à partir de 1991 et de la guerre du Golfe, tenter de faire face à une nouvelle exigence, celle de rattraper le temps perdu en matière de technologies, de façon à hisser le pays au niveau de ses rivaux potentiels. Les dirigeants chinois, très fortement impressionnés par l'armement et la stratégie des Américains, affirment alors leur volonté de paix, de stabilité et de développement, le futur président Hu Jintao déclarant par exemple : « la sécurité repose sur la coopération plus que sur l'usage de la force, le développement économique et la paix en constituent les conditions »⁸.

Les priorités de la politique de sécurité, ainsi clairement annoncées, de dominer la planète grâce à une puissance économique prolongée par d'intenses efforts diplomatiques visant à promouvoir la paix au plan mondial et à interdire l'émergence de puissances concurrentes au niveau régional, alimentent d'autant plus la thèse de la « menace chinoise » et les craintes des voisins asiatiques de Pékin qu'elles s'accompagnent du développement des moyens logistiques, des capacités de projection, sur mer essentiellement, et des armements nucléaires des forces armées chinoises.

Ces orientations militaires s'inscrivent dans le cadre de la stratégie défensive de la Chine qui choisit, pour répondre aux exigences de son développement, de prévenir les guerres, en préservant tout autant son territoire de toute transformation en champ de bataille qu'en le prémunissant, par la dissuasion, de toute frappe nucléaire. Paradoxalement, cette logique se nourrit elle-même d'un sentiment de vulnérabilité qui pousse Pékin à faire reposer sa sécurité sur des relations de force avec ses voisins puisqu'en effet, « tout pays voisin qui dispose potentiellement de la capacité de contester les ambitions de la puissance chinoise constitue une menace »⁹.

c) Le Livre blanc de la Défense

Ces options stratégiques sont systématiquement confirmées par le Livre blanc de la Défense, qui a été pour la première fois publié en 1995.

La cinquième et avant-dernière édition, parue le 27 décembre 2004, rappelait l'importance fondamentale du concept de « guerre populaire » dans une stratégie qui vise la protection du régime par la mobilisation de tout un peuple.

L'Armée Populaire de Libération, dont la modernisation n'y était que vaguement abordée, est une véritable armée politique attachée à la défense du Parti et non une armée nationale consacrée à la défense de la nation. D'ailleurs, le Parti communiste chinois s'assimile lui-même au gouvernement, dont il contrôle tous les niveaux : il se décrit systématiquement comme « parti et gouvernement » et martèle son slogan favori du « contrôle absolu de l'armée par le Parti », pérennisant ainsi la théorie de Mao selon laquelle « le Parti dirige le fusil ».

⁸ *Annuaire français des relations internationales*, Editions Bruylant, 2006, « La doctrine de sécurité de la République populaire de Chine », par Valérie Niquet.

⁹ *Ibidem*.

L'Armée Populaire de Libération n'est donc pas contrôlée par le Conseil d'État mais par les deux Commissions centrales des affaires militaires¹⁰, qui relèvent pour l'une du gouvernement, où elle n'a été créée qu'en 1982, et pour l'autre du Parti, même si elles sont toutes deux dirigées par la même personne, en l'occurrence le Président de la République qui est également le chef du Parti communiste chinois. Toutefois, ces deux organismes jumeaux n'ont pas la même importance puisque c'est celui du Parti qui contrôle et commande les forces armées. Vice-président de la Commission centrale des affaires militaires de l'Etat, le ministre de la Défense tire l'essentiel de son autorité de sa fonction de membre du Bureau politique du Parti.

Le Livre blanc de 2004 confirmait également la subordination de l'effort de défense aux objectifs économiques nationaux destinés à promouvoir la naissance d'une « société de moyenne aisance », et fait de la réunification nationale, de la résistance contre les agressions et de la défense de la souveraineté nationale ainsi que de l'intégrité territoriale les objectifs prioritaires d'une nation dont l'Armée Populaire de Libération n'est que le bras armé.

Dans la dernière édition, publiée le 29 décembre 2006, la Chine affirme que sa politique de défense insistera à l'avenir sur la protection de son espace territorial, aérien et maritime, la lutte contre le terrorisme et l'innovation en matière d'armements et d'équipements militaires.

Elle rejette, dans ce document de 91 pages, les critiques de ceux qui voient dans son développement militaire une menace, en se disant « engagée dans la voie d'un développement pacifique » grâce à une politique militaire qualifiée de « purement défensive » ou, en ce qui concerne le nucléaire, de « dissuasive ».

La stratégie nucléaire chinoise reste donc inchangée. Son objectif fondamental est « de dissuader d'autres pays d'utiliser ou de menacer d'utiliser des armes nucléaires contre elle », aussi s'engage-t-elle « sans condition à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser les armes nucléaires contre des pays sans armes nucléaires ou des zones dénucléarisées ». Le Livre blanc revient par conséquent sur le cas nord-coréen en exprimant les inquiétudes chinoises face à la nucléarisation de la péninsule et en assurant que les autorités suivent de près les négociations pouvant conduire à un accord multilatéral impliquant le désarmement nucléaire de Pyongyang.

Le nucléaire, par ailleurs, se trouve au coeur d'une autre préoccupation régionale essentielle de l'empire du Milieu puisque Pékin s'inquiète d'une possible confrontation entre l'Inde et le Pakistan qui pourrait dégénérer en conflit nucléaire. La meilleure façon d'éviter une guerre conventionnelle qui serait par exemple centrée sur le Cachemire, entre les deux États rivaux d'Asie du Sud, serait qu'ils deviennent des puissances nucléaires pouvant se neutraliser sans combattre, à la manière des États-Unis et de l'Union soviétique pendant la guerre froide. Cette perspective inquiète réellement Pékin qui ne souhaite ni voir l'Inde devenir une grande puissance nucléaire ni assister à l'éruption d'une crise majeure dans la région.

Selon le Livre blanc, la défense nationale « offre une garantie pour sauvegarder la sécurité et l'unité de la Chine, et pour atteindre l'objectif d'édifier une société relativement prospère sous tous ses aspects ». Le pays doit par conséquent se doter de forces armées puissantes et modernes, à même capables de relever plusieurs défis.

À commencer par celui de la tentation séparatiste de Taiwan, présentée comme « une grave menace pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, comme pour la paix et la stabilité dans le détroit de Taiwan et dans toute la région Asie Pacifique ». Le président Hu Jintao a d'ailleurs déclaré le 1er janvier 2007, dans son message de nouvel an, que la partie continentale de la Chine promouvoir activement les échanges et la coopération entre les deux rives de ce détroit, ainsi que la sauvegarde de la paix et de la stabilité et la réunification pacifique, sans écarter cependant la possibilité d'une intervention armée au cas où la situation se détériorerait de façon irréversible, c'est-à-dire en cas de déclaration d'indépendance.

Cette question offre à Pékin une nouvelle occasion de fustiger les Américains qui affirment « adhérer à la politique d'une seule Chine » mais qui n'en continuent pas moins à « vendre des armes de pointe à Taiwan ». Un moyen, en somme, de dénoncer le maintien de l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine, que certains pays européens, dont la France, souhaitent lever, mais que Washington s'efforce de faire maintenir.

La Chine justifie également sa volonté d'investir dans la défense par l'inquiétude que suscite le rapprochement entre les États-Unis et le Japon, qui contribue à rendre « plus complexes » les problèmes de sécurité dans la région Asie Pacifique, l'empire du Soleil levant ayant militairement tendance à se tourner « davantage vers l'extérieur ». La coopération militaire entre Washington et Tokyo, renforcée ces dernières années au nom de la guerre contre le terrorisme, se transforme

¹⁰ Annexe 1.

progressivement d'une « coopération qui avait pour seul objet la défense du Japon » ou « la stabilité régionale », en une « alliance globale ».

À ce titre, les interrogations chinoises ont non seulement été alimentées par la création au Japon, le 15 décembre 2006, d'un véritable ministère de la Défense qui remplace la simple « Agence de Défense » dont le chef n'avait jusque-là pas rang de ministre, mais également par la demande des Américains, présentée le 26 décembre suivant, d'installer des radars anti-missiles supplémentaires sur l'archipel nippon pour prévenir une éventuelle attaque de missiles lancés par la Corée du Nord. Par ailleurs, l'importance du budget militaire de Tokyo, devenu l'un des plus importants du monde puisqu'il s'élevait officiellement, en 2006, à 35,1 milliards de dollars, et les déclarations réitérées du Premier ministre nippon, Shinzo Abe, affirmant qu'il souhaitait réviser l'article 9 de la Constitution pour permettre aux forces japonaises, dont l'appellation de « forces d'autodéfense » n'a toutefois pas été modifiée, de riposter en cas d'attaque extérieure et de participer à des opérations internationales de maintien de la paix, n'ont pas apaisé les esprits.

Du reste, le Livre blanc de 2006 relativise les dépenses militaires qui auraient certes progressé, en 2006, de 14,7 % par rapport à l'année précédente, mais qui resteraient néanmoins nettement inférieures à celles des grands pays occidentaux. En 2005 en effet, elles ne représentaient que 6,18 % de celles des États-Unis, 52,94 % de celles du Royaume-Uni, 67,52 % de celles du Japon et 71,44 % de celles de la France. De même, les dépenses par soldat s'élevaient, cette année-là, à 13 450 dollars, soit à peine 3,74 % de celles des États-Unis et 7,07 % de celles du Japon. Dans ce contexte, les autorités entendent améliorer les performances de l'ensemble des forces armées tout en consentant des efforts particuliers pour la marine, dont ils font leur priorité. Lors du 10e Congrès national du Parti pour la marine, qui a eu lieu le 26 décembre 2006, Hu Jintao avait du reste indiqué qu'elle « doit être renforcée et modernisée à la lumière de la théorie de Deng Xiaoping et de la pensée de la Triple Représentativité¹¹, afin de mieux servir la patrie et le peuple ».

Enfin, Pékin réplique, dans cette édition, à la théorie largement répandue, notamment parmi les parlementaires américains, de la « menace chinoise », en affirmant que si « un petit nombre de pays ont fait grand bruit d'une menace chinoise », c'est parce qu'ils ont des arrière-pensées bien précises, « contrôler ses progrès », alors que la Chine « cherche résolument à bâtir une relation de coopération (mutuellement bénéfique) avec d'autres pays et à promouvoir une sécurité commune ». Les autorités répondent ainsi directement aux méfiances américaines et réaffirment les ambitions pacifiques de leur pays, en particulier sur la scène asiatique.

2) La réalisation des frontières

a) Le bras de fer avec Taiwan

La délicate question taiwanaise, nous l'avons dit, est le point le plus dangereux de la politique de sécurité de Pékin, qui considère que l'île rebelle fait partie intégrante du territoire chinois et qui alterne donc bruits de botte et main tendue pour la récupérer.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, la Chine qui continuait à s'enfoncer dans le communisme, s'est déchirée dans une guerre civile de grande ampleur qui allait s'achever par la victoire du parti communiste de Mao sur le parti nationaliste du Kuomintang, conduit par le général Tchang Kaï-chek. Le 1^{er} octobre 1949, Mao proclamait alors à Pékin, du haut des murs de l'ancienne cité impériale et « devant une foule délirante qui lui souhaitait 'dix mille années'¹², la naissance de la République populaire de Chine, tandis que Tchang Kaï-chek se repliait dès le 8 décembre, avec deux millions de Chinois et les réserves d'or du pays, sur l'île de Formose, où il établira aussitôt le gouvernement de la République de Chine qui devait théoriquement administrer tout le pays. Après 25 ans de dictature militaire et l'abandon, lorsque le « traditionaliste militant »¹³ disparaîtra, de l'idée de reconquérir la Chine, Taiwan se démocratisera peu à peu et nouera des contacts avec Pékin, qui a toujours fait de la réunification du pays son objectif majeur.

¹¹ Avancée pour la première fois par Jiang Zemin en février 2000, la « Triple Représentativité » est le marxisme à la chinoise du XXI^e siècle, cette pensée énonçant que « le Parti communiste chinois doit toujours représenter les exigences du développement des forces productives progressistes, l'orientation du progrès de la culture chinoise et les intérêts fondamentaux de l'écrasante majorité de la population chinoise ».

¹² *Le Monde* du 10 septembre 1976, « Mao, l'homme qui a refait la Chine », par Robert Guillain.

¹³ *Le Monde* du 8 avril 1975, « Tchang Kaï-chek : un traditionaliste militant », par Patrice de Beer.

Si la situation de Taiwan est aujourd'hui celle qui, plus que toute autre, risque de faire voler en éclats la paix et la prospérité en Asie orientale, la responsabilité en revient, pour une bonne partie, à la communauté internationale et notamment aux Etats-Unis, qui ont démenti leur engagement total à ses côtés en choisissant, dans les années 1970, de réchauffer leurs relations avec Pékin, alors que l'île était pourtant intégrée au sein de leur périmètre de sécurité dans la zone Asie Pacifique.

La reconnaissance par les Américains, à l'issue de la visite historique de Nixon en 1972, du gouvernement de Pékin comme le seul représentant légal du pays, alors que Taiwan avait été exclue de l'ONU l'année précédente, puis la fermeture de leur ambassade à Taipei, en 1979, ainsi que la dénonciation, la même année, du traité de sécurité de 1954 par lequel ils s'étaient engagés à la défendre contre toute attaque chinoise, firent comprendre aux Taiwanais que la Maison Blanche reconnaissait désormais l'unité de la Chine. Une unité dont la culture ne faisait pourtant défaut ni à Pékin ni à Taipei puisque le territoire insulaire aux origines controversées¹⁴ mais qui a été officiellement annexé par la Chine continentale en 1683, n'a acquis qu'un éphémère statut de province indépendante en 1885, avant de passer, dix ans plus tard et par le traité de Shimonoseki, sous la souveraineté du Japon, puis de revenir dans le giron chinois le 25 octobre 1945.

Les Etats-Unis avaient donc infléchi leur position mais allaient toutefois faire une petite marche arrière. Comprenant qu'il n'était pas de leur intérêt de se désengager de la région et de délaisser un allié aussi stratégique que le gouvernement de Taiwan, ils adoptaient alors, en avril 1979, le Taiwan Relations Act qui réaffirmait leur engagement à garantir la sécurité de l'île, en lui fournissant notamment une aide militaire défensive.

Pékin allait néanmoins abandonner le thème de la « libération » de Taiwan et lui substituer, en 1983, celui d'« un Etat, deux systèmes » : les principes de l'indivisibilité de la Chine dont Taiwan, bien qu'autonome, n'est qu'une province, et de la coopération économique de deux régimes différents, l'un communiste et l'autre plus libéral, étaient ainsi posés. L'île a toujours catégoriquement repoussé cette proposition, pour refuser d'être intégrée dans la sphère directe de la Chine continentale et avoir fait le choix d'une stratégie uniquement fondée sur le développement de leurs relations économiques : Pékin a déjà reçu d'elle 100 milliards de dollars d'investissements cumulés, soit environ 70% de tous les investissements taiwanais dans le monde.

L'île se considère donc comme une nation à part entière et reste convaincue qu'en cas de réunification, son régime politique ne serait pas garanti par la Chine communiste. Elle en veut pour preuve la fin de non recevoir opposée à Hongkong par l'Assemblée populaire chinoise, en avril 2004, pour l'élection au suffrage universel de son chef de l'exécutif qui sera donc encore désigné, en 2007, par un comité de 800 personnes proches de Pékin, et des 60 députés du Conseil législatif dont une petite partie seulement sera élue par le peuple en 2008.

Les relations entre les deux capitales, déjà très délicates, se sont fortement dégradées avec les élections, en 2000, de Chen Shui-bian à la présidence de la République taiwanaise et de George Bush à la Maison Blanche.

Le premier, qui agite la menace que la Chine représenterait pour la libre circulation des navires dans le détroit de Taiwan, exhorte donc le Japon¹⁵ et les Etats-Unis à renforcer leur coopération militaire, salue bruyamment leur déclaration d'avril 2005 qui affirme que la sécurité de Taiwan est l'une de leurs principales préoccupations communes, et n'hésite pas à ponctuer un voyage à Tokyo d'une visite au sanctuaire de Yasukuni. Le second, qui déclare que son pays aidera Taiwan à se défendre en lui fournissant tous les moyens nécessaires, intensifie donc les ventes d'armes à Taipei et lui promet notamment, en 2001, des sous-marins, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait jamais osé faire parce que ces bâtiments, quand bien même ils seraient à propulsion diesel et non nucléaire, sont considérés comme des armes offensives.

C'est dans ce contexte que l'Assemblée populaire chinoise a voté, le 14 mars 2005, la loi anti-sécession déjà évoquée qui peut certes être interprétée comme « une sortie de crise sino taiwanaise imaginée par le PCC, ou un plan de guerre annoncé »¹⁶, mais dont les articles 8 et 9 donnent sans ambiguïté à Pékin la possibilité de recourir à des moyens non pacifiques, c'est-à-dire aux armes, pour

¹⁴ Les indépendantistes soutiennent qu'il était peuplé, avant le XVII^e siècle, par des Polynésiens de type malais vivant le long des côtes et non par des Han, alors que les communistes prétendent, au contraire, que les marins chinois l'occupaient depuis l'Antiquité.

¹⁵ Nous avons déjà souligné que le Japon a rompu sa neutralité officielle à l'égard de Pékin et de Taipei en signant avec les Etats-Unis, le 27 avril 2005, une déclaration faisant de la sécurité de Taiwan un objectif essentiel dans la région. Tokyo, nous l'avons également relevé, envisage même de réviser l'article 9 de sa Constitution, qui assigne des missions exclusivement défensives à ses forces d'autodéfense.

¹⁶ Revue *Défense nationale*, mai 2005, « La loi anti-sécession n'annonce pas une crise sino-taiwanaise », par Harold Hyman.

prévenir toute tentative de séparatisme¹⁷. Taipei a immédiatement réagi en obtenant de Washington une révision du Taiwan Relations Act qui donne, en cas d'attaque de l'île, un cadre légal à une intervention des troupes du Pentagone.

Le risque de conflit existe bel et bien, même si l'île n'a jamais osé déclarer son indépendance par peur des représailles, puisque plusieurs centaines de missiles balistiques sont pointés sur elle. Le président taiwanais a du reste déclaré que « face à une menace aussi imminente et évidente » son pays devait « se pencher sérieusement sur la façon de renforcer ses forces d'autodéfense »¹⁸. Des propos auxquels le président Hu Jintao a peu après répondu en rappelant que « la réunification complète de la Mère Patrie, vœu commun des Chinois, est inévitable dans le cours de l'Histoire ». Pékin, depuis, investit beaucoup dans la défense mais Taipei n'est pas en reste puisque son budget militaire, estimé à 15 milliards de dollars en 2005, soit 2,3% de son PIB, est nettement supérieur à la moyenne internationale. De plus, ses forces armées sont appuyées par les 35 000 soldats américains stationnés en Corée et au Japon.

Les Taiwanais craignent que les Chinois, stimulés par le retour au sein de la patrie des deux anciennes colonies de Hongkong et Macao, soient pris du désir de leur appliquer le même scénario d'autant qu'ils leur reprochent, « en plus de la volonté d'indépendance, une seconde tare, la démocratie »¹⁹, et qu'ils jouent par conséquent des oppositions internes, comme ils l'ont fait en avril 2005 en déroulant le tapis rouge, ironie de l'histoire, à Lien Chan, président du Kuomintang qui n'est autre que l'héritier de leur ennemi d'hier, le défunt Tchang Kaï-chek. Par cette initiative, Pékin voulait à l'évidence à la fois marginaliser le président Chen Shui-bian et montrer au reste du monde un visage plus apaisant que celui suggéré par la loi anti-sécession.

Le scénario d'une invasion de l'île semble cependant très peu probable parce que Pékin s'exposerait alors à la riposte d'une imposante coalition militaire conduite par les Etats-Unis, qui pourrait provoquer une escalade des moyens utilisés et faire courir des risques d'anéantissement majeurs dans toute la région. Les spécialistes privilégient en revanche une approche pacifique du problème. L'île dispose pour l'instant d'un certain avantage technologique sur un adversaire dont elle n'ignore cependant pas la très grande supériorité quantitative et dont elle sait également qu'il peut aisément vaincre sans combattre pour l'avoir placée dans une situation de dépendance économique en captant massivement ses investissements et en absorbant près des trois quarts de ses exportations.

Autrement dit, un conflit ruinerait Taiwan et aurait également de néfastes conséquences pour les Etats-Unis, en ébranlant le système financier international dont ils ont tellement besoin pour financer leur énorme déficit puisque Taiwan détient la troisième réserve de change au monde, derrière celles de la Chine et du Japon.

En définitive, le statu quo actuel ne satisfait pleinement personne mais ne lèse personne non plus : il est donc difficile d'imaginer que l'une ou l'autre des parties prenne le risque de le remettre en cause.

b) La répression des mouvements séparatistes

Pékin veille jalousement au maintien d'une intégrité territoriale que deux régions, le Tibet et le Xinjiang, remettent en cause en manifestant des velléités séparatistes qui sont par conséquent durement réprimées. Les revendications similaires de la Mongolie intérieure ont quant à elles été éradiquées, à la fois par la répression et la sinisation pratiquée depuis des décennies puisqu'on y compte aujourd'hui près de 19 millions de Hans - la terminologie officiellement utilisée en Chine pour désigner les populations ethniquement chinoises - pour 4 millions de Mongols seulement.

Après avoir acquis, du VII^e au IX^e siècle, une grande puissance et un immense prestige en se dotant de structures juridiques, fiscales et militaires modernes, l'empire tibétain, vassal éloigné de Pékin jusqu'au XIII^e siècle, a réellement subi la domination chinoise au XVIII^e siècle. L'agitation de différents groupes de Mongols menaçait, à l'ouest, la stabilité de leur empire, aussi les Qing décidèrent-ils d'implanter des garnisons militaires à Lhassa et dans l'est du pays, puis de retirer progressivement une partie de ses pouvoirs au dalaï-lama.

¹⁷ Annexe 2.

¹⁸ *Le Point* du 26 janvier 2006, « Chine – Taiwan : la guerre des nerfs », par Olivier Weber.

¹⁹ *Ibidem*

Les règlements de 1873 stipulent d'ailleurs que le Tibet est un protectorat chinois. Le dalaï-lama profitera bien de la proclamation de la République par Sun Yat-sen, en 1912²⁰, pour déclarer l'indépendance du Tibet, mais il n'obtiendra pas l'appui escompté des Russes et des Anglais, qui avaient déjà reconnu son appartenance à la Chine en 1907, après avoir du reste pareillement tenté, au cours des années précédentes, de l'en séparer.

Le Tibet fut définitivement placé sous le joug chinois en 1950, lorsque Mao décida de l'envahir. L'annexion rallia au début une partie de l'opinion, favorable à la fin du féodalisme régenté par les lamas, mais les afflux massifs de soldats, dont 20 000 s'installèrent à Lhassa, puis de colons, provoquèrent une hostilité d'autant plus vive que les rites religieux structurant la société tibétaine furent rapidement proscrits. Cette sévère mise au pas tourna à l'affrontement et la résistance, soutenue par les Etats-Unis, s'organisa. En mars 1959, un soulèvement écrasé dans le sang poussa le dalaï-lama à fuir à Dharamsala, en Inde, d'où il dirigera alors un gouvernement en exil. En 1964, le panchen-lama, la plus haute autorité tibétaine après le dalaï-lama, fut emprisonné, puis Pékin créa, l'année suivante, la région autonome du Tibet, en amputant le Tibet historique de la moitié de son territoire, qui fut absorbée par les provinces limitrophes. Enfin, la Révolution culturelle provoqua de terribles ravages puisqu'il ne restera plus par exemple, en 1970, que 8 monastères sur les 6 529 que comptait alors le pays. Décimée, abandonnée par les Américains lors de leur rapprochement avec Pékin, la résistance rendit les armes en 1973. L'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping marquera certes une période d'apaisement puisque la culture et la religion seront réhabilitées, mais l'identité tibétaine n'en sera pas moins menacée, Deng Xiaoping déclarant systématiquement « accepter de parler de tout, sauf d'indépendance ».

Dans un rapport rédigé en 1959, la Commission internationale des juristes avait déjà qualifié de génocide les massacres perpétrés par les Chinois au Tibet, en estimant que l'invasion avait fait, en dix ans, 1,2 million de victimes. Parfaitement connues, les exécutions sommaires, la torture, l'emprisonnement arbitraire, les brimades ou la rééducation forcée n'ont pourtant amené l'ONU qu'à adopter, en 1959, 1961 et 1965, trois résolutions non contraignantes à l'égard de Pékin, qui s'oppose systématiquement au droit des Tibétains à l'auto-détermination.

Les contacts ont toutefois repris, au cours des années 1990, entre le dalaï-lama et les autorités chinoises. Le dalaï-lama, reçu comme un chef d'Etat dans plusieurs grands pays comme les Etats-Unis ou la France et qui a obtenu le Prix Nobel de la paix en 1989, cantonne néanmoins ses revendications à la reconnaissance de l'autonomie de fait du Tibet et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales²¹.

Particulièrement implantée au Tibet, la Chine considère que les risques de déstabilisation y sont aujourd'hui nettement moindres qu'il y a quelques décennies. D'abord parce que la population tibétaine est partagée entre l'envie de lui résister passivement et celle de continuer à profiter de son développement économique, et ensuite parce que la politique de sinisation se poursuit : les Hans représentent déjà 10% des Tibétains et les colons continuent à affluer en nombre vers Lhassa.

Le mouvement séparatiste des Ouïgours²², quant à lui, ne dispose pas de l'identité culturelle et historique qui permet aux Tibétains de légitimer leur action.

Situé à l'extrême ouest de la Chine, le Xinjiang, en réalité, n'a jamais existé en tant qu'Etat indépendant et sa population de 20 millions d'habitants est composée d'une multitude d'ethnies, musulmanes à 62%, parmi lesquelles figurent des Ouïgours, qui représentaient, lors du dernier recensement effectué en 2002, 40,6% de la population totale, mais aussi des Kazakhs, des Kirghiz, des Tatars, des Xibes, des Ouzbeks, des Daur ou des Hui. Les Hans, qui n'étaient que 6% en 1949, représentent aujourd'hui plus de 40% de la population. Après avoir été dominé par les Ouïgours, puis par les Mongols, le Xinjiang a été rattaché à l'empire chinois en 1759, avant de lui échapper puis de lui revenir définitivement en 1884, mais ce n'est qu'en 1944 que sera fondée la République du Turkestan oriental qui sera elle aussi « libérée » par les armées de Pékin en 1950.

Comme pour le Tibet, l'opposition ouïgoure s'est forgée en réaction aux afflux de militaires et de colons chinois, à ce processus de sinisation systématique que le pouvoir central a encouragé pour

²⁰ Sun Yat-sen avait créé, en 1894, la société pour la régénération de la Chine, première mouture du Kuomintang, et rêvait de renverser un empire mandchou sur le déclin pour bâtir sur ses cendres un Etat moderne. Ses vœux seront exaucés en 1911 avec l'écroulement de la dynastie des Qing.

²¹ Selon *Libération* du 14 juin 2006, « Des geôles de Lhassa à Dharamsala », par Pierre Prakash, plusieurs nonnes bouddhistes auraient été emprisonnées à Lhassa, pour de longues années, pour avoir réclamé l'indépendance du Tibet, et 140 prisonniers d'opinion seraient actuellement détenus à Drapchi.

²² Les Ouïgours sont une population d'origine turque, qui faisait partie des grandes tribus d'Oghouz, originaires de la vallée de l'Orkhon, en Mongolie.

sécuriser et exploiter une région regorgeant d'hydrocarbures et de ressources naturelles. La frustration des populations locales, scandalisées par les avantages sociaux et professionnels dont bénéficiaient les nouveaux arrivants, l'institutionnalisation de la langue chinoise et l'interdiction de l'islam jusque dans les années 1980, ont provoqué l'intensification des revendications identitaires.

Ces protestations, au début, étaient généralement conduites par des intellectuels ouïgours d'obédience marxiste, mais le mouvement s'est par la suite radicalisé, dans les années 1990, pour avoir été encouragé par l'indépendance des républiques musulmanes d'Asie centrale, dont il partage les valeurs ethniques et culturelles. L'islam est alors devenu « le refuge identitaire d'une société à laquelle aucune marge de manœuvre n'est permise en dehors de la soumission »²³. Du coup, attentats, assassinats, meurtres et exactions en tous genres se sont multipliés et ont entraîné une féroce répression puisque Pékin, qui mène des campagnes aux appellations sans ambiguïté, comme l'opération « Yan Da », qui signifie « frapper fort », a maté dans le sang l'insurrection de 1990 à Baren, les grandes manifestations de 1993 ou les émeutes de 1995 à Hotan et de 1997 à Yining.

Ayant par ailleurs bien appréhendé les dangers de la disparition de l'Union soviétique, les Chinois ont parallèlement milité pour la création du Groupe de Shanghai, qui allait leur permettre d'associer les nouvelles républiques à la lutte contre les séparatistes. Après les attentats du 11 septembre 2001, Pékin a évoqué les liens de quelques Ouïgours avec Al Qaida²⁴ pour faire classer, en août 2002, leur mouvement, le Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM), sur la liste des organisations liées à Oussama Ben Laden et réprimer leurs revendications séparatistes dans le cadre de la lutte internationale contre le terrorisme. Dans ces conditions, le démantèlement d'un supposé camp terroriste par les forces de sécurité chinoises, le 5 janvier 2007, a donné l'occasion d'une mobilisation sans précédent des médias officiels chinois sur le thème de la menace séparatiste ouïgoure et de ses liens avec les forces terroristes internationales. Ce jour-là, la police locale, qui n'allait perdre qu'un seul de ses membres lors de l'opération, aurait tué 18 terroristes et en aurait arrêté 17 autres, sur les plateaux du Pamir, au sud de Kashgar, à proximité de la frontière avec l'Afghanistan et le Kirghizstan. Les associations occidentales de défense des droits de l'homme ont toujours souligné que les éléments apportés par les autorités chinoises à l'encontre de la mouvance séparatiste ouïgoure peuvent être rarement vérifiés, mais qu'ils fournissent un prétexte commode à une féroce répression des libertés civiles, religieuses et culturelles au Xinjiang : aucune image de l'opération du 5 janvier 2007, ou du supposé camp terroriste, n'a du reste été montrée.

La majorité de la population ouïgoure se satisferait sans doute d'une autonomie qui est le statut officiel de la province, mais cette solution est tout autant rejetée par les militants indépendantistes que par Pékin. Pour les Chinois, le Xinjiang présente un intérêt stratégique majeur parce qu'il constitue une ouverture sur l'Asie centrale, en partageant des frontières avec cinq de ses républiques musulmanes, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Afghanistan et le Pakistan, et parce que son sous-sol, qui renferme notamment 30% des réserves pétrolières de tout le pays, dans le bassin de Tarim, est très riche. Les séparatistes ouïgours s'insurgent quant à eux des violations des droits de l'homme qu'ils subissent et dénoncent l'interdiction annoncée de leur langue, d'ici à 2010, dans tous les cours dès le collège, même dans les établissements ouïgours, alors qu'elle est déjà proscrite à l'université depuis 2002. Leur meilleur ambassadeur est sans conteste Rebiya Kadeer, l'exilée ouïgoure que Pékin a laissée partir aux États-Unis en 2005 et qui faisait partie des nominés pour le prix Nobel de la paix en 2006 : cette passionaria, que les Chinois accusent ni plus ni moins de vouloir renverser leur gouvernement, ne cesse de réclamer la désignation d'une commission indépendante, appartenant par exemple aux Nations unies, pour procéder à une enquête sur l'échelle et la nature exactes des activités terroristes qui déstabiliseraient le Turkestan oriental.

c) L'emprise sur la mer de Chine

La mer de Chine est l'espace naturel dans lequel se déploie une marine chinoise, qui est, nous le verrons, en pleine modernisation. Or, ce vaste espace qui s'étend du Japon à l'Indonésie est très largement occupé par les Américains, qui ont des bases en Corée du Sud, au Japon et à Okinawa et qui sont prêts à bondir à la rescousse de Taiwan.

Zone stratégique dans laquelle transite l'essentiel du trafic maritime entre le Proche et l'Extrême-Orient et donc des approvisionnements énergétiques de Pékin, la mer de Chine est également riche en réserves d'hydrocarbures et en ressources halieutiques.

²³ *Libération* du 7 septembre 2005, « Chine, la colonisation à la baguette ».

²⁴ En septembre 2004, 22 Ouïgours seulement étaient détenus à Guantanamo, après leur capture dans les camps afghans de Ben Laden par les forces américaines.

Dès lors, les contentieux territoriaux qui les opposent à plusieurs de leurs voisins cristallisent l'ambition des Chinois de ne pas céder un pouce de terrain dans ce qu'ils appellent eux-mêmes leur « espace vital ». Ils revendiquent donc la souveraineté sur un certain nombre d'îles, d'îlots et d'archipels qui en feraient partie, selon eux, depuis la dynastie des Hans, en s'appuyant à la fois sur onze anciens manuscrits dans lesquels ces territoires seraient décrits comme étant chinois, et sur des pièces de monnaie et des poteries remontant à l'époque des Hans. Ces éléments sont cependant contestés par la plupart des experts parce qu'aucun des manuscrits précités ne mentionne expressément le contrôle de la Chine sur ces îles, et parce que les objets avancés constituent pour eux davantage des indices de relations commerciales ayant existé entre la Chine et le sud de l'Asie que des preuves d'une présence chinoise durable.

L'empire du Milieu n'en baisse pas pour autant sa garde et réaffirme systématiquement sa souveraineté sur deux territoires qu'il considère comme historiquement chinois, les îles Paracels et Spratly.

Héritage de la colonisation française, les premières étaient occupées par le Vietnam lorsque la Chine prit prétexte de l'attribution par Saigon, en janvier 1974, d'autorisations de prospection pétrolière à des compagnies occidentales, pour en reprendre possession à l'issue d'une courte guerre navale. Les forces vietnamiennes, attaquées par une dizaine de navires de guerre chinois qu'appuyaient des chasseurs MIG venus de l'île de Hainan, en furent rapidement délogées.

Depuis, ces îles qui sont situées au nord de la mer de Chine méridionale, sont régulièrement revendiquées par le Vietnam et par Taiwan mais Pékin n'en a cure et y a même installé, en 1988, une base aéronavale.

En 1980, la Chine avait déjà pris pied, au nom de l'Histoire et en s'appuyant sur le traité franco-chinois de 1887 qui n'avait pas fixé ses frontières maritimes avec le Vietnam, sur les îles Spratly que revendiquent, pour les mêmes raisons, Taiwan et le Vietnam, mais également les Philippines, qui prétendent les avoir découvertes, ainsi que la Malaisie et Brunei qui assurent de leur côté qu'elles font tout simplement partie de leurs zones économiques exclusives.

Ces îles inhabitées, qui avaient abrité une base de sous-marins japonais pendant la Seconde guerre mondiale, ne permettent aucune culture et sont régulièrement balayées par des typhons. Elles font pourtant l'objet, depuis une trentaine d'années, de toutes les convoitises, en raison de leur position stratégique et des réserves pétrolières et gazières qui y seraient particulièrement importantes.

Leur contrôle, initialement entrepris par les Philippines qui y occupèrent trois îlots dès 1968, a ensuite donné lieu à une féroce concurrence entre tous les prétendants : la Chine, Taiwan et le Vietnam, qui s'y sont installés au début des années 1980, les revendiquent aujourd'hui en totalité, même si les Taiwanais sont exclus des négociations à la demande de Pékin. De plus, les Philippines affichent des prétentions sur une soixantaine d'îlots, la Malaisie prétend quant à elle en conserver six et Brunei ne cherche qu'à préserver celui qui longe ses côtes, Louisa Reef.

Toutes ces revendications, souvent émaillées d'incidents, débouchent parfois sur des événements plus graves. Ce fut par exemple le cas en mars 1988 lorsque les Chinois, outrés que les Vietnamiens aient décroché leur drapeau sur une île qu'ils réclamaient, ont déclenché une attaque navale surprise au cours de laquelle un navire vietnamien fut coulé et de nombreux marins blessés. A cette occasion, Pékin prit possession d'une douzaine d'îles précédemment occupées par le Vietnam et le ministre chinois des Affaires étrangères qualifia les événements de « conflit peu important ».

Enfin, les autorités chinoises ont adopté, en 1992, une loi maritime qui révèle leurs ambitions sur la mer de Chine. Cette loi, en effet, est certes conforme aux dispositions générales de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, mais elle institue surtout une zone économique exclusive autour des îles Paracels et Spratly qu'elle inclut dans le territoire chinois, ce qui prévient du reste toute discussion sur la question de la souveraineté qui leur est applicable.

La zone que Pékin s'attribue empiète non seulement sur l'archipel indonésien des Natuna, qui se trouve près de Java et qui recèle un immense gisement gazier, mais lui permet également d'étendre son emprise maritime sur un espace élargi de 370 000 à 3 millions de kilomètres carrés.

Ces prétentions ont été confirmées quatre ans plus tard lorsque les Chinois, après avoir ratifié la Convention des Nations unies précitée, ont voté une autre loi sur les limites de leurs eaux territoriales, dont le tracé est conforme à celui des zones fixées dans le texte de 1992, en prenant préalablement soin, toutefois, de transmettre à l'ANSEA une déclaration politique de leurs bonnes intentions dans la région.

Bien qu'ayant systématiquement évité tout débat sur ces litiges territoriaux, la Chine a néanmoins signé avec les pays de l'ANSEA, le 4 novembre 2002 et après plusieurs années de négociations, une déclaration politique par laquelle toutes les parties s'engageaient à « promouvoir un environnement pacifique, amical et harmonieux », mais qui a surtout consacré sa victoire diplomatique, pour trois raisons.

D'abord parce que les autres pays ont accepté, à sa demande, de ne pas inscrire dans ce texte la question des infrastructures en dur²⁵ que ses troupes ont édifiées sur certains îlots, ce qui revenait à lui donner un accord tacite pour les poursuivre. Ensuite parce que les mêmes ont également cédé devant son refus d'y inscrire le problème des Paracels, qu'elle entendait traiter par des négociations bilatérales avec le Vietnam. Enfin, parce qu'elle a réussi à diviser l'ANSEA dont certains membres, notamment la Malaisie et les Philippines, n'ont pas été insensibles à sa proposition d'établir des codes de conduite bilatéraux répondant davantage aux intérêts de chacun.

L'absence de concessions sur la souveraineté, la poursuite de négociations bilatérales et ses divisions internes ont ainsi placé l'ANSEA en position de faiblesse par rapport à Pékin, qui adhérait néanmoins, le 7 octobre 2003, à son Traité d'Amitié et de Coopération qui stipulait notamment la renonciation à la menace du recours à la force.

Enfin, la position chinoise était confortée en mars 2005, lorsque le Vietnam s'associait à l'accord bipartite sino-philippin d'exploitation conjointe de la mer de Chine du Sud.

Pékin maintient donc sa pression dans cet espace maritime où ses bâtiments n'hésitent même plus à s'aventurer près des côtes japonaises²⁶.

Aujourd'hui, les intérêts stratégiques de la Chine dépassent à l'évidence les limites strictes des frontières territoriales. La nécessité de sécuriser ses approvisionnements énergétiques, de protéger ses investissements à l'étranger et de contrôler une immense zone maritime lui impose donc de fixer de nouvelles priorités à ses forces armées, dont la mission s'était jusque-là limitée à la protection des frontières.

Les armées chinoises, en pleine modernisation, se dotent donc, progressivement, de réelles capacités de projection qui ne manquent pas, du reste, d'inquiéter les Américains et les voisins de Pékin. La création d'une marine de haute mer et le développement des missiles offensifs en sont les signes les plus visibles.

II – Les moyens financiers et industriels

1) Un budget militaire très controversé

Le budget chinois de la Défense donne traditionnellement lieu à de nombreuses spéculations car les autorités de Pékin, repliées derrière leur sempiternelle rhétorique de « l'émergence pacifique », entretiennent savamment les plus grandes incertitudes à son sujet en masquant une partie de leur effort de guerre derrière un paravent d'activités civiles.

a) Les chiffres officiels

Les dépenses militaires, dont le montant officiel est chaque année publié, au mois de mars, par le bureau d'information du gouvernement chinois, augmentent régulièrement et l'exercice 2006 n'a pas échappé à cette règle puisqu'elles se sont élevées, nous l'avons vu, à 35,1 milliards de dollars, soit une hausse de 14,7% par rapport à 2005, où elles avaient atteint 29,9 milliards. Cette hausse, qui succédait à celle de 12,6% de l'année précédente, est tout à fait conforme aux augmentations relevées au cours des dix dernières années, où elles ont oscillé entre 10 et 17%²⁷.

Les Chinois, qui ont consacré 1,4% de leur PIB à leur défense, contre 1,7% en 2005, estiment que leur effort guerrier reste modeste en valeur absolue, puisque leurs dépenses militaires ne représentaient en 2005 que 6,18 % de celles des Américains qui y ont consacré une enveloppe de 422 milliards de dollars, et qu'il est même très nettement inférieur à celui du Japon, qui a affecté 45,4 milliards à son armée alors que son territoire et sa population n'ont rien de comparable avec les leurs.

²⁵ Les Philippines ont notamment découvert, en 1995, la construction d'une base de transmission sur le Mischief Reef, à l'ouest de Palawan.

²⁶ Deux sous-marins chinois ont été repérés, en 2003 puis en 2004, dans les eaux territoriales japonaises, et un troisième a été détecté près des côtes d'Okinawa plus récemment, en octobre 2006.

²⁷ Le budget militaire chinois a progressé de 18% en 2002, 9,7% en 2003 et 11,6% en 2004.

Ils soulignent que cette modestie est également attestée par le ratio des dépenses militaires au PIB puisque la plupart des pays de la région asiatique affectent de 2,5 à 2,7% de leur richesse nationale à leur défense²⁸.

Les spécialistes s'accordent cependant à dire que le budget de la défense officiellement annoncé par Pékin est systématiquement sous-estimé car il ne prend en compte ni la recherche, ni certains achats de matériels militaires à l'étranger, en Russie notamment, ni le financement des forces nucléaires et balistiques, ni les dépenses faites au profit des forces de police paramilitaires. Fidèle à sa tradition de « cacher ses intentions et dissimuler ses forces », la Chine, à vrai dire, ne veut pas attirer l'attention sur ce qui pourrait être interprété comme une véritable course aux armements et conserve donc un profil bas, en se gardant d'une trop grande transparence dans les données objectives de sa puissance militaire.

Ses dirigeants s'évertuent pourtant à nier cette minimisation de leur effort guerrier, comme l'a si bien fait le ministre de la Défense, Cao Gangchuan, lors de la visite à Pékin, en octobre 2005, de l'ancien Secrétaire d'Etat américain à la Défense, Donald Rumsfeld, qu'il a tenu à assurer des intentions pacifiques de son pays, en déclarant que le budget militaire chinois était bien de 30 milliards de dollars et qu'il était « impossible de l'accroître massivement », en raison de la nécessité d'améliorer les conditions de vie de la population.

Soit, mais les Américains ont pris l'habitude de multiplier les chiffres annoncés par un coefficient variant de 2,5 à 4, ce qui les a conduits à estimer que la Chine a affecté, en 2005, 90 milliards de dollars à ses armées et qu'elle arrive désormais en tête des nations pour la part prise par les dépenses militaires dans le PIB, avec 4,7%, contre 3,3% pour eux-mêmes, 2,6% pour la France, 1,5% pour l'Allemagne et 1% pour le Japon²⁹, ce qui a nourri la polémique selon laquelle les dépenses militaires de Pékin seraient supérieures à celles de Tokyo. Sans doute influencés par de puissants milieux militaro-industriels soucieux de justifier l'achat de nouveaux matériels, ces analystes semblent toutefois exagérer l'effort militaire chinois.

b) Les estimations de la RAND Corporation

Organisme américain spécialisé dans les questions de défense et proche du Pentagone, la RAND Corporation évalue quant à elle les dépenses militaires effectuées hors budget poste par poste, et les agrège ensuite au budget officiel. L'estimation de ces dépenses, qui vont du financement des achats à l'étranger à la recherche et au développement militaires, aux ressources locales ou aux ventes d'armes, permet à ses experts d'affecter le budget chinois officiel d'un coefficient variant entre 1,4 et 1,7.

Dans son étude de 2005 intitulée « Modernizing China's Military Opportunities and Constraints », la RAND Corporation a ainsi estimé que le budget de 2003, d'un montant officiel de 22,4 milliards de dollars, se serait en réalité élevé à plus de 30 milliards, dans une fourchette variant de 31 à 38 milliards, et qu'il aurait donc représenté 2,6% du PIB. Dès lors, l'effort militaire chinois lui semblait comparable à celui de l'Inde, de Taiwan ou de la Corée du Sud qui avaient tous été évalués, selon ses données, à 2,7 % de leurs PIB respectifs. Sans doute plus objectives que celles de la CIA ou du Pentagone, ses estimations ne permettent donc pas de dire que la Chine s'est lancée dans une frénétique course aux armements puisque ses estimations les plus hautes renvoient, en volume, à un effort militaire chinois proche de celui du Japon.

Dans cette même étude, la RAND Corporation a par ailleurs tenté une projection à 2025 du budget militaire de la Chine, en prenant en compte le ralentissement vraisemblable de sa croissance économique, par conséquent évaluée à 5% par an, ainsi que l'augmentation inéluctable de ses dépenses de santé, d'éducation, de protection de l'environnement, de lutte contre le chômage et de retraite.

Elle en a conclu que Pékin ne pourrait pas consacrer plus de 2,5% de son PIB à la défense mais que sa richesse nationale, estimée à 6,4 trillions de dollars, permettrait néanmoins à l'Armée Populaire de Libération de recevoir une manne de 185 milliards de dollars, qui pourrait même

²⁸ Ces différents chiffres ont été cités par Monsieur Zhao Jinjun, ambassadeur de Chine en France, dans le discours qu'il a prononcé à la Conférence d'ouverture de la mission d'études de la 58^{ème} session nationale de l'IHEDN, le 18 avril 2006.

²⁹ Source : CIA, données nationales, in *Le Figaro* du 8 juin 2005, « La défense chinoise s'ouvre aux entreprises privées ».

dépasser la barre des 400 milliards si la croissance se maintenait au rythme actuel de plus de 8% par an et que les autorités chinoises décidaient de leur affecter 5% de leur richesse nationale.

Ces experts font toutefois observer que l'effort de défense chinois ne représenterait, en toute hypothèse, qu'un tiers à la moitié des dépenses militaires actuelles des Américains, et que leur estimation la plus haute place le budget militaire chinois de 2025 à peu près au niveau actuel de celui de Washington..

En revanche, l'accélération de l'effort militaire chinois à partir du début des années 1990 ne souffre d'aucune contestation.

La sanglante répression du mouvement démocratique sur la place Tienanmen, en 1989, a paradoxalement redoré le lustre politique de l'Armée Populaire de Libération, après une décennie de baisse continue des dépenses militaires voulue et imposée par Deng Xiaoping. Les armées chinoises ont en effet joué un rôle important en se voyant chargées de soutenir les nouveaux dirigeants du pays qui étaient pour la plupart dépourvus de toute expérience militaire, Jiang Zemin en tête. C'est cependant la guerre du Golfe, en 1991, qui allait faire prendre conscience aux élites civiles et militaires du retard technologique que leurs forces avaient accumulé sur les armées occidentales et en particulier sur celle des Etats-Unis.

Le budget de la défense, qui n'était par exemple que de 3,9 milliards de dollars en 1991, allait donc rapidement croître puisqu'il s'élevait déjà à 6,39 milliards en 1994, ce qui ne représentait néanmoins, respectivement, que 2,3%, 13,9%, 18,3% et 18,6% des budgets militaires américain, japonais, britannique et français. Trois ans plus tard, il atteignait 9,8 milliards de dollars, ce qui le situait à 3,8%, 22,8%, 27,5% et 26,7% des budgets étrangers précités.

Quoi qu'il en soit, les autorités chinoises assurent que l'augmentation de leur budget militaire n'est que la conséquence logique de la croissance économique exceptionnelle que connaît leur pays, le Livre blanc de 2006 indiquant notamment que « suivant le principe d'un développement coordonné de la Défense nationale et de l'économie, le gouvernement chinois décide le montant des dépenses de la Défense nationale et l'utilise de façon appropriée afin de répondre aux demandes de la Défense nationale tout en maintenant le développement économique du pays ».

La croissance des dépenses militaires est attribuée, pêle-mêle, à l'augmentation des salaires des militaires, des coûts de formation du personnel, de l'investissement dans les équipements et les infrastructures, et des frais pour la coopération internationale dans les domaines de la sécurité non traditionnels comme la lutte contre le terrorisme et les acteurs non étatiques. Les éventuelles ambitions politiques et stratégiques de Pékin ne sont pas mentionnées, ce qui conduit de nombreux observateurs occidentaux à s'inquiéter, en particulier outre-Atlantique.

La position officielle de Washington vis-à-vis de l'effort militaire chinois a néanmoins évolué, depuis quelques mois, puisque le nouveau Secrétaire d'Etat à la Défense, Robert Gates, a déclaré lors de son audition devant la commission sénatoriale des forces armées, le 5 décembre 2006, qu'il était certes « quelque peu préoccupé par la rapide modernisation militaire de la Chine », mais que « l'intensification des efforts menés par Pékin pour décourager la prolifération, accroître la transparence et faciliter une solution diplomatique en ce qui concerne l'impasse du nucléaire nord-coréen », indiquaient clairement que Pékin « nourrit l'espoir d'une stabilité régionale avec ses voisins »³⁰. Des propos assez éloignés du radicalisme de son prédécesseur, Donald Rumsfeld...

La Chine n'est donc plus aujourd'hui la puissance militaire mineure, tout juste capable de se défendre sur son territoire, qu'elle a longtemps été, mais se pose au contraire en puissance militaire d'avenir, qui sait faire profiter ses armées des ressources offertes par une croissance économique colossale, même si le Pentagone a confié, dans son rapport au Congrès de juillet 2005 intitulé « la puissance militaire de la République populaire de Chine », qu'il ne connaissait toujours pas « la taille complète et la composition des dépenses gouvernementales chinoises en matière de défense nationale »³¹.

2) Le complexe militaro-industriel

a) Un secteur toujours placé sous contrôle

³⁰ Le Monde du 7 décembre 2006, « Bob Gates, l'audition au Sénat, 'nous ne sommes pas en train de gagner la guerre en Irak' », par Corinne Lesnes.

³¹ *Valeurs Actuelles* du 25 novembre 2005, « La Chine se muscle », par Bruno Lesvez.

Sitôt proclamée, la République populaire de Chine avait obtenu de l'Union soviétique de Staline la livraison des armes de guerre dont elle avait besoin, mais le volume de ses forces armées puis la rupture avec le Kremlin allaient ensuite la conduire à se doter des infrastructures de production nécessaires au copiage de ces mêmes armements puis à la fabrication de ses propres systèmes d'armes.

Les autorités ont alors tout misé sur l'industrie lourde et l'Armée Populaire de Libération, dont l'histoire se confond avec celle de la planification puisque la plupart des structures industrielles étaient gérées par des militaires, avait la main sur la métallurgie, la sidérurgie ou la mécanique. Progressivement, les militaires ont étendu leur emprise sur toute l'industrie chinoise au point de contrôler, au début des années 1990, plus de 20 000 entreprises dont beaucoup appartenaient au secteur de la défense : l'Armée Populaire de Libération était alors surnommée « l'APL Inc. »

Ces centres de production de la période de Mao qui avaient été implantés, pour des raisons stratégiques, dans des provinces éloignées des régions côtières où sont aujourd'hui concentrés les moyens financiers et l'essentiel de la main-d'œuvre qualifiée du pays, ont éprouvé beaucoup de difficultés pour s'adapter aux contraintes du marché.

Des effectifs pléthoriques, une faible compétitivité et des outils de production dépassés ont inévitablement conduit à l'effondrement de tout le système et révéla, du même coup, l'obsolescence de l'industrie d'armement chinoise, que les autorités ont donc cherché à réformer en profondeur, au milieu des années 1990.

Le projet de coopération avec les Etats-Unis dans le domaine de la reconversion de certaines entreprises, qui avait été initié en 1994 avant d'être abandonné l'année suivante lors de la crise dans le détroit de Taiwan, s'inscrivait d'ailleurs dans cet esprit.

La réforme la plus importante allait toutefois survenir le 4 mars 1998 lorsque Jiang Zemin, préoccupé par la corruption et l'indiscipline de nombreux militaires, manifesta publiquement son intention d'interdire à l'armée de gérer des sociétés civiles. Le Comité central accéda à son souhait dès le mois de juillet suivant en ordonnant aux militaires de se départir des entreprises à vocation civile et en leur offrant, en contrepartie, un dédommagement de cinq milliards de dollars que certains estimèrent nettement inférieur à la valeur des sociétés rétrocédées.

Ce bouleversement majeur fut assorti d'une réorganisation à l'échelon central puisqu'un nouveau département général de l'armement qui agrégeait des activités relevant antérieurement de l'Etat-major général et de l'ancienne Commission des Sciences, de la Technologie et de l'Industrie pour la Défense Nationale, la COSTIND, fut en effet créé au sein de l'Armée Populaire de Libération. Enfin, la réorganisation fut complétée par la constitution de 10 grands conglomerats industriels et le gouvernement annonça peu après que le dessaisissement avait été un succès.

Bien qu'ayant été réformée en profondeur, l'industrie d'armement chinoise, qui est constituée d'entreprises militaires telles le groupe Poly, et d'entreprises civiles, gouvernementales ou privées, comme NORINCO ou Huawei, frappe aujourd'hui par son hétérogénéité puisque les sociétés les plus anciennes peinent à se transformer alors que celles qui sont apparues sous l'effet de la politique de réforme et d'ouverture de 1998 sont à la pointe du progrès. De plus, il n'est pas certain que l'Armée Populaire de Libération se soit complètement retirée de l'économie, l'exemple de Poly Technologies en atteste.

Fondée dans le courant des années 1980 et actuellement dirigée par le gendre de Deng Xiaoping, Poly était l'un des principaux exportateurs d'armes et de technologies du pays. Disposant de plusieurs filiales américaines chargées d'acquérir des technologies, ainsi que de bureaux à Rangoon, Bangkok et Islamabad, elle occupa le devant de l'actualité en 1996 lorsque certains de ses employés furent impliqués dans une tentative d'introduction frauduleuse d'AK-47 sur le territoire américain.

Plusieurs éléments indiquent cependant qu'elle n'a sans doute pas été beaucoup affectée par la réorganisation de 1998. Ses activités liées au commerce des armes ont été conservées par le Département général de l'armement de l'Armée Populaire de Libération, où elles doivent par conséquent échapper à tout contrôle civil. De plus, Poly s'est certes transformée, aujourd'hui, en un vaste conglomerat aux activités très éclectiques, allant du tourisme à la construction d'infrastructures ou à l'immobilier, mais une de ses filiales, la Société d'Investissement Poly Chine, est soupçonnée d'avoir transféré du Pakistan, en 1999 et même plus tard, des technologies intervenant dans la fabrication des missiles balistiques à moyenne portée Ghauri. Le fait que les dirigeants des entreprises retirées aux militaires soient aujourd'hui responsables de leurs finances explique sans doute la tentation, chez certaines, de continuer à s'adonner aux ventes d'armes, auxquelles Poly n'a

donc vraisemblablement pas renoncé. Enfin, la plupart de ses dirigeants sont d'anciens militaires qui ont su conserver des relations avec les hautes autorités officielles, ce qui facilite les choses lorsqu'elle doit être contrôlée.

La Chine s'est par ailleurs dotée d'une industrie civile de la défense à deux volets, public et privé.

Les dix conglomérats appartenant à l'Etat, qui n'ont aucun lien officiel avec l'Armée Populaire de Libération, sont placés sous la tutelle de la Commission des Sciences, de la Technologie et de l'Industrie pour la Défense Nationale, qui exerce sur eux un contrôle purement administratif. Ce secteur étatique, aux effectifs globalement peu compétents mais abondants puisqu'il emploie environ 10% de tous les personnels de l'industrie chinoise, est en réalité protégé de la concurrence par la COSTIND, pour des raisons politiques et stratégiques.

Conscients de la nécessité de le réformer, les autorités lui avaient donc alloué de très fortes subventions pour qu'il diversifie sa production puisque la réforme était axée, contrairement à celle ayant touché les entreprises privatisées, sur sa reconversion. Elles n'ont cependant pas atteint leur objectif, de nombreuses entreprises se révélant totalement incapables de se placer sur des créneaux civils où elles auraient pu faire jouer la concurrence. Pire : les risques qu'elles s'engagent dans des transferts d'armes ont même été multipliés, à la fois par l'augmentation de leur nombre, qui a compliqué leur contrôle, et par les liens qu'elles ont conservés à l'intérieur du Parti, du gouvernement ou de l'armée.

Le conglomérat le plus connu est NORINCO, dont les 800 000 employés travaillent dans plus de 200 filiales, dont 11 aux Etats-Unis. Sa production militaire englobe une vaste gamme de matériels allant des blindés aux mortiers, aux systèmes de missiles antichars ou aux explosifs.

L'entreprise a été souvent suspectée de se livrer à des trafics d'armements, notamment en 1984 quand son nom a été cité lors de tentatives d'importation frauduleuse de matériel militaire américain hautement technologique, puis en 1999, lorsque de ses employés, impliqués dans l'affaire précitée de tentative d'introduction d'AK-47 aux Etats-Unis, ont été condamnés, en Chine, à des peines de prison. Plus récemment, le 23 mai 2003, le Département d'Etat américain l'a même accusée d'avoir vendu du propérgol et des composants de missiles au groupe iranien Shahid Hemmat, rattaché au ministère de la Défense de Téhéran dont il est chargé de concevoir et de fabriquer les missiles balistiques, ce qui lui a valu d'être interdite de toute exportation vers les Etats-Unis pendant deux ans.

Cette sanction a aussitôt été dénoncée par le gouvernement chinois, mais est néanmoins appliquée, actuellement, à plusieurs filiales de NORINCO, telles la Société nationale chinoise d'import-export de machines d'usinage de précision ou la Société industrielle Great Wall, toutes deux pareillement accusées par Washington d'avoir procédé à des transferts illégaux d'armes, de technologies et de matériaux à usage dual vers l'Iran.

De façon générale, les exportations d'armement de Pékin sont difficiles à connaître avec précision en raison du manque de transparence qui les entoure. Soupçonnée d'avoir favorisé des programmes pouvant permettre à l'Iran donc, mais aussi à la Corée du Nord, à la Libye ou au Pakistan de produire des armements nucléaires, la Chine a par ailleurs été accusée d'utiliser certains pays mis au ban des nations comme débouchés pour sa technologie militaire, notamment le Soudan, le Libéria ou le Zimbabwe. En 2004, ce dernier a d'ailleurs déclaré qu'il avait conclu avec elle des contrats d'achats de matériels de guerre portant sur 200 millions de dollars.

Amnesty International, qui chiffre à plus d'un milliard de dollars par an les exportations d'armes de la Chine, a relevé il y a quelques mois que ce commerce, qui consiste assez souvent en des échanges d'armements contre des matières premières destinées à alimenter la croissance économique chinoise, ne se fait donc pas au grand jour, Pékin n'ayant publié aucune information à ce sujet et n'ayant fourni aucune donnée au Registre des armes classiques des Nations unies au cours des huit dernières années. Des accusations aussitôt démenties, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Li Hui, déclarant que « la Chine et les autres membres de l'Organisation de coopération de Shanghai respectent strictement les conventions internationales et leurs obligations envers les traités et organismes internationaux »³².

Des entreprises privées participent également à l'industrie d'armement civile de Pékin, c'est par exemple le cas de la société de télécommunications Huawei.

Créée en 1988 par l'ancien général de l'Armée Populaire de Libération Ren Zhengfei, cette société spécialisée dans les équipements de télécommunication et qui n'était, au départ, qu'une simple

³² Le Figaro.fr du 12 juin 2006, « Amnesty accuse la Chine d'armer les ennemis des droits de l'homme ».

importatrice de produits étrangers, s'est rapidement mise à produire elle-même car ses relations avec l'Etat et l'armée lui ont de suite ouvert les portes du gigantesque marché intérieur, à une époque où il n'y avait en Chine que 3 millions de lignes téléphoniques fixes, soit environ cent fois moins qu'aujourd'hui. Implantée en Europe, à Cuba, en Iran ou en Birmanie, elle emploie désormais 40 000 personnes et a réalisé, en 2005, un chiffre d'affaires de 8,2 milliards de dollars.

A la pointe de la technologie à double usage, elle est donc tout autant courtisée par l'armée, qui lui passe d'importantes commandes, que par le pouvoir, qui lui accorde de conséquents avantages fiscaux et de généreux crédits. C'est ainsi qu'en 2004 une banque d'État, la China Development Bank, lui a accordé une généreuse ligne de crédit de 10 milliards de dollars qui lui a notamment permis de se développer à l'international, où elle proposait des prix parfois inférieurs de 50% à ceux de ses concurrentes occidentales, ce qui explique qu'elle ait rapidement conquis 9 % du marché mondial de la téléphonie mobile.

Ses dirigeants ont beau assurer que ses fonds sont exclusivement privés et se défendre des liens qu'ils entretiennent avec le pouvoir, personne n'est dupe : la licence qu'elle a obtenue en Inde, en mars 2005, pour y fournir des équipements de télécommunications dans le cadre de grands projets étatiques, a déclenché une véritable levée de boucliers après les réserves émises par le service du contre-espionnage indien. De même, les Britanniques se sont offusqués du contrat de 140 millions de dollars qu'elle a décroché, le mois suivant, pour renouveler une bonne partie de l'infrastructure de British Telecom.

Enfin, à l'instar de NORINCO, Huawei s'attire de temps en temps les foudres des Américains : c'est ainsi qu'en 2001, elle s'est fait tancer pour avoir adapté une commande destinée, via sa filiale indienne, au régime afghan des talibans, et pour avoir fourni à l'Irak des fibres optiques permettant à Bagdad de raccorder ses systèmes radars et antiaériens.

Il apparaît donc qu'en dépit de sa réorganisation de 1998, l'industrie d'armement chinoise reste majoritairement concentrée dans les mains de l'Etat et peine à transcender des faiblesses historiques. Pékin est certes capable de développer certains systèmes, comme le chasseur J-10, le destroyer Luyang ou le char de type 98, mais ses ingénieurs ne sont pas encore au niveau des Occidentaux, notamment dans les domaines complexes que sont l'avionique, les radars ou les systèmes de communication.

b) Les acquisitions à l'étranger

Les Chinois font donc appel à l'étranger pour acquérir les matériels les plus sophistiqués et notamment, nous y reviendrons, à la Russie qui leur en vend chaque année pour 3 milliards de dollars, soit 85% de tous leurs achats militaires extérieurs. Ils se sont également tournés vers la République tchèque mais en vain puisque les intenses négociations menées avec elle entre 2003 et 2005 pour lui acheter un radar de très haute technologie ont été annihilées par une intervention directe des Américains. Enfin, leurs relations industrielles avec Israël se sont pareillement heurtées aux intérêts stratégiques de Washington qui entretient des liens très étroits avec l'Etat hébreu.

Dans les années 1980, les Etats-Unis avaient déjà dépensé 1,5 milliard de dollars pour financer la construction du chasseur « Lavi », qui n'était que la version israélienne de leur F-16, lorsqu'ils ont brutalement interrompu leur contribution. Soumis aux Chinois, ce projet a alors débouché sur la mise en service, en 2002, du F-10 chinois, que Pékin a déjà prévu de construire à plus de 300 exemplaires.

La dégradation des relations sino-américaines a par la suite porté un coup fatal à la coopération militaire sino-israélienne. En juillet 2000 en effet, les Etats-Unis ont exercé de fortes pressions sur Tel-Aviv pour lui interdire de vendre à Pékin des matériels d'avionique particulièrement sensibles, en l'occurrence son radar de détection embarqué Phalcon, que Pékin avait l'intention de monter sur des avions d'origine russe A-50. Construit dans les ateliers de la société Elta, ce radar de type AWACS permet de suivre simultanément jusqu'à 60 cibles navales ou aériennes avec une très longue portée et aurait par conséquent conféré à la Chine un indéniable avantage sur Taiwan, dans l'hypothèse d'un conflit avec l'île rebelle, en lui donnant la possibilité de surveiller l'intégralité de la mer de Chine.

Le veto américain a donc contraint Elta à annuler son contrat avec Pékin mais les Israéliens se sont depuis rattrapés puisqu'ils ont vendu à l'Inde, cette fois-ci avec la bénédiction de Washington, trois exemplaires du Phalcon monté sur des appareils de type Iliouchine 76, qui devraient être livrés à New Delhi en 2007.

Pékin s'approvisionne donc essentiellement sur le marché russe et ses déboires avec Prague ou Tel-Aviv ont indéniablement renforcé sa volonté de développer sa propre industrie de défense et de la

hisser à un niveau de qualité qui pourrait atteindre celui des pays industrialisés dans un délai de 5 à 10 ans.

Le gouvernement chinois a en effet autorisé, le 15 juin 2005, les entreprises privées, y compris étrangères, à participer à la production et au développement de matériels militaires, en prenant cependant bien soin de limiter cette ouverture aux secteurs les moins sensibles et donc en maintenant sous tutelle étatique les armes dont la technologie est considérée comme la plus vitale. Plus de 300 licences ont ainsi été accordées, au cours du second semestre 2005, à des partenaires privés, une percée qui s'inscrit dans la continuité de la décision des autorités de faire entrer les entrepreneurs et les hommes d'affaires au Parti communiste.

Décidés à devenir le plus vite possible autosuffisants dans le domaine de la défense, les Chinois sont donc prêts à toutes les coopérations, ce que les Européens, notamment, ont bien compris puisque certains grands groupes du Vieux continent se positionnent déjà, en attendant mieux, sur le secteur civil chinois : EADS dit s'imposer comme le partenaire privilégié de Pékin et la SNECMA répare des moteurs d'avions dans le Sishuan. En fin de compte, l'embargo sur les exportations d'armes risque maintenant de se retourner contre ceux qui l'ont décidé.

c) L'espace, nouvel enjeu majeur

Ces nouvelles orientations ne manquent pas d'inquiéter les Américains, d'autant que le désir de « rattrapage » de l'industrie militaire chinoise est particulièrement perceptible dans un domaine qu'ils ont eux-mêmes érigé en priorité nationale, l'espace.

Après avoir étudié les campagnes de Washington au Kosovo, en Afghanistan puis en Irak, les Chinois ont en effet acquis la conviction que les guerres modernes ne se gagnent qu'à condition de maîtriser l'espace. La réussite de leurs deux vols habités, en 2003 et 2005, a certes renforcé leur prestige international mais leur a surtout permis de crédibiliser et donc de tirer vers le haut un programme d'équipement spatial aux évidentes retombées militaires.

Leur imagerie militaire repose encore sur les seuls satellites de photo reconnaissance récupérables FSW-3, dont la durée en orbite est cependant limitée à 20 jours, mais ils se dotent désormais d'autres engins d'observation météorologique FY, d'exploration spatiale SJ et de recherche océanographique HY qui alimentent leurs armées en précieuses informations. Ils accusent encore un important retard sur l'Occident en matière de résolution mais redoublent d'efforts pour passer sous la barre du mètre de précision puisque leur satellite d'observation optique Ziyuan-2, directement inspiré du satellite GEBERS qui est né d'une coopération avec le Brésil, aurait une résolution de 3 mètres.

Dans le même temps, les Chinois s'équipent en satellites de navigation pour s'affranchir progressivement du GPS américain, du Glonass russe et même du projet européen Galiléo auquel ils se sont associés en 2003, pour savoir qu'ils ne pourraient compter sur aucun de ces systèmes en cas de conflit.

Trois satellites Beidou ont déjà été lancés et forment à présent un petit réseau de navigation dont la précision est estimée à une trentaine de mètres. De plus, les Américains ont observé avec crainte les transferts de technologies spatiales russes qui permettent à Pékin de disposer aujourd'hui d'un nombre important de mini satellites, de microsattelites et de nano satellites³³ qui offrent de multiples applications militaires puisqu'ils peuvent être non seulement utilisés pour la reconnaissance, l'espionnage, le positionnement, les télécommunications ou le guidage des munitions intelligentes, mais qu'ils sont également capables de s'accrocher aux satellites ennemis pour les faire exploser en vol.

Enfin, la destruction, à 800 kilomètres au-dessus de la Terre, le 11 janvier 2007, d'un de ses vieux satellites météorologiques Fengyun par un système anti-satellite lancé à partir du centre spatial de Xichang, dans la province du Sichuan³⁴, a fait de la Chine la troisième puissance ayant abattu des objets dans l'espace, après les Etats-Unis et la Russie.

Confirmé par Pékin le 23 janvier suivant, ce tir qui a déclenché de vives protestations des États-Unis, de l'Australie, du Canada et du Japon³⁵, a parfaitement démontré que la Chine était désormais

³³ Respectivement de 100 à 1 000 kg, de 10 à 100 kg et de moins de 10kg.

³⁴ Le Monde du 19 janvier 2007, « La Chine a testé avec succès un missile anti-satellite », par Brice Pedroletti.

³⁵ Selon Le Monde du 23 janvier 2007, Washington a regretté une « escalade provocatrice relançant la course aux armements dans l'espace » et Tokyo a fait part de ses « grandes inquiétudes quant à la sûreté de l'exploitation de l'espace et à la sécurité nationale ».

capable de se positionner sur la scène internationale à un niveau technologique militaire avancé. Maîtrisant la technologie qui lui permet de neutraliser les satellites espions, elle pourrait en effet gravement perturber, voire détruire, tous les systèmes d'information, de communication et de navigation spatiale de ses ennemis.

Les Chinois, qui se sont toujours prononcés pour un usage pacifique de l'espace et qui s'affirment opposés à sa militarisation, semblent par ailleurs développer des programmes de recherche en lasers anti-satellites. Les Américains ont en effet soutenu, en septembre 2006, qu'ils avaient tiré des lasers qui étaient parvenus à aveugler leurs satellites : peut-être que la Chine a ainsi trouvé le moyen de forcer les États-Unis à accepter l'idée d'un traité international de démilitarisation de l'espace auquel ils se sont jusqu'à présent toujours opposés.

III – La modernisation des forces armées.

Les autorités chinoises se dotent progressivement des moyens budgétaires et technologiques leur permettant de défendre l'intégrité de leur territoire national et leurs intérêts régionaux, sans se lancer toutefois dans une folle course aux armements comparable à celle dans laquelle l'Union soviétique s'était engagée en pleine guerre froide.

Ayant élargi le champ d'application d'une puissance militaire qui n'était vouée, naguère, qu'à la seule protection des frontières nationales, elles ont donc enclenché un long processus de modernisation des forces armées en donnant la priorité aux composantes qui correspondent le mieux aux objectifs de la politique de défense, c'est-à-dire la marine et la Seconde artillerie, celle des missiles balistiques.

Le but recherché est d'améliorer l'efficacité et la mobilité d'une armée susceptible de mener avec succès, selon les termes mêmes de l'avant-dernier Livre blanc, « une guerre localisée, dans une ambiance de haute technologie » et donc selon le concept de « défense active », autrement dit des guerres locales périphériques mais au-delà des frontières nationales.

La nomination à la Commission militaire centrale, en novembre 2004, des trois officiers de haut rang que sont les chefs de la marine, de l'aviation et de la Seconde artillerie, a clairement confirmé ces options stratégiques.

1) Les forces terrestres et aériennes.

L'armée chinoise, forte de 5,5 millions d'hommes en 1949 et qui en comptait même 6,2 millions lors de la guerre de Corée, a par la suite été régulièrement réduite puisque ses effectifs ont été ramenés à 4,238 millions de personnes en 1985 avant de tomber à 3,235 millions deux ans plus tard et enfin à 3,199 millions en 1990.

Impressionnés par la mobilité et le niveau technologique de l'armée américaine à l'occasion des conflits les plus récents dans lesquels elle a été engagée, les dirigeants, sous l'impulsion initiale de Jiang Zemin, n'ont alors eu de cesse, depuis quelques années, de poursuivre la réduction du volume de l'Armée Populaire de Libération.

Une première réduction de 500 000 hommes a donc eu lieu, entre 1996 et 2000, et a été suivie d'une seconde, de 200 000 hommes, principalement des officiers, en 2005. Ces diminutions successives ont provoqué la grogne des militaires, que les dirigeants se sont efforcés d'apaiser, pour craindre la fuite des meilleurs officiers et sous-officiers vers un secteur privé beaucoup plus attractif, en augmentant par exemple les soldes de 30%, le 1^{er} juillet 2006.

Les effectifs militaires chinois s'élèvent donc, aujourd'hui, à 2,3 millions de personnes dont 2% seulement ont effectué des études supérieures³⁶ ce qui constitue un indéniable handicap pour l'acquisition des nouvelles technologies de l'information que doit privilégier le commandement.

Il convient toutefois d'ajouter à ces effectifs ceux de la Police Armée Populaire, qui a été créée en 1982 et qui dépend du Ministère de la Sécurité Publique. Forte de 1,2 million d'hommes, elle regroupe différentes troupes, de pompiers, de garde ou de défense des frontières, mais la plus connue est celle de la sécurité intérieure qui est chargée du maintien de l'ordre et en particulier de la lutte contre les séparatistes du Tibet et du Xinjiang.

³⁶ *Libération* du 3 septembre 2003, « L'armée chinoise à l'assaut de la modernisation », par Pierre Haski.

Enfin, l'Armée Populaire de Libération peut être renforcée, en temps de guerre, par une imposante force de réserve estimée à quatre millions d'hommes, la Milice, qui incorpore tous les citoyens âgés de 18 à 49 ans qui ne sont pas recrutés par le service actif.

Corrélativement à la réduction de son volume, le nombre de ses grands commandements a été révisé à la baisse : il n'y a plus, désormais, que 7 régions militaires, contre 11 auparavant, dont les chefs-lieux se trouvent à Shenyang, Pékin, Lanzhou, Jinan, Nanjing, Canton et Chengdu, et la plupart des commandements locaux de l'armée de l'air et de la marine ont été démantelés.

a) L'armée de terre

L'armée de terre a été fortement contractée puisque ses effectifs sont passés, en dix ans, de 2,2 millions d'hommes à 1,6 million.

Disposant de 8 000 chars, 4 000 véhicules blindés, 600 hélicoptères et 25 000 pièces d'artillerie, l'armée de terre comprend notamment 44 divisions d'infanterie, dont 7 mécanisées et 4 dotées d'une Force d'Intervention Rapide, ainsi que 18 brigades d'artillerie et 1 brigade antichars. Les forces blindées sont d'ailleurs l'objet de toutes les attentions puisque la modernisation de l'armée de terre consiste essentiellement à les équiper du char de 3^{ème} génération, le T 98, qui est armé d'un canon de 125 mm, d'une mitrailleuse coaxiale de 7,62 et d'un canon antiaérien de 12,7. Enfin, le Second corps d'artillerie, qui n'a été créé qu'en juillet 1966 et dont le quartier général se situe à Hohhot, au nord de Pékin, regroupe quant à lui l'essentiel des forces nucléaires terrestres. Ses effectifs d'environ 90 000 hommes servent dans deux corps distincts.

Le corps des missiles conventionnels de campagne tactique est chargé, selon les textes officiels, « d'accomplir les tâches d'assaut avec la force de feu des missiles conventionnels ». C'est donc lui qui a la charge des 750 missiles de théâtre à courte portée qui ont été déployés face à Taiwan.

Le corps des missiles nucléaires stratégiques sol-sol qui est quant à lui directement placé sous les ordres de la Commission militaire centrale, est armé de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles régionaux. Les premiers sont dans leur grande majorité à propulsion liquide et comprennent une vingtaine de CSS-4 qui seraient capables de toucher n'importe quel point du territoire américain, ainsi qu'une douzaine de DF-31 de dernière génération, à propulsion solide, d'une portée de 8 000 kilomètres. Les missiles régionaux sont des CSS-2 assez anciens à propulsion liquide, de 2 800 kilomètres de portée, mais également des DF-21 plus récents, à propulsion solide, qui ont une portée de 1 800 kilomètres et dont la plupart sont pointés sur Taiwan.

Cet arsenal stratégique terrestre, qui représente tout au plus quelques centaines de têtes nucléaires dont une trentaine seulement sont montées sur des missiles balistiques intercontinentaux, constitue pourtant l'essentiel de la puissance nucléaire chinoise, Pékin n'ayant ni flotte de bombardiers ni sous-marins stratégiques dignes de ce nom. La Chine s'efforce donc de le moderniser et même si la presse spécialisée s'interroge par exemple sur sa capacité à doter ses DF-31 de têtes multiples, il est vraisemblable que dans quelques années tout au plus, la panoplie nucléaire chinoise, enrichie grâce aux moyens financiers qui seront mis à sa disposition ainsi qu'aux efforts de recherche, aura changé de visage.

b) L'armée de l'air

L'armée de l'air tient un rôle majeur dans la protection du territoire national ou la destruction des moyens de l'adversaire.

Structurée autour de 12 grands postes de commandements qui sont implantés, par paire, au siège des sept régions militaires sauf celle de Jinan, elle compte environ 250 000 hommes qui servent un parc assez vétuste estimé à 3 000 avions de combat qui a toutefois été rajeuni, notamment par le biais des achats à l'étranger, en Russie surtout.

Les 250 chasseurs SU-27, les 200 chasseurs SU-27SK qui ont été montés en kit sous l'appellation F-11, les 100 chasseurs multirôle SU-MKK acquis entre 2001 et 2003 et les 24 chasseurs de lutte antinavire SU-MKK2, qui peuvent opérer très loin de leurs bases puisque leur rayon d'action, de 1 500 kilomètres environ, est démultiplié par leur capacité de ravitaillement en vol, constituent, avec les 50 avions polyvalents J-10, nés il y a vingt ans de la coopération avec Israël que nous avons déjà évoquée, le volet le plus moderne des forces aériennes chinoises.

Pour conférer une certaine allonge à son aviation de combat, la Chine a reconverti en ravitailleurs, au profit de la centaine de J8-II de l'aéronautique navale, quelques-uns de ses vieux bombardiers H-6, et serait par ailleurs sur le point d'acquérir auprès de Moscou huit aéronefs du type Iliouchine 78 pour ravitailler en vol ses SU-30MKK et MKK2, un achat qui serait abondé d'une commande de 30 appareils de transport aérien lourd IL-76.

L'armée de l'air chinoise, qui est en volume la troisième au monde, ne semble toutefois pas encore capable de conduire un combat aérien offensif de grande ampleur, malgré sa modernisation et une refonte complète de sa doctrine d'entraînement et de préparation au combat.

2) La marine

Créée le 23 avril 1949 et historiquement chargée d'assurer la surveillance des côtes, la marine de l'Armée Populaire de Libération s'est donc concentrée, pendant plusieurs décennies, sur la défense du littoral contre un assaut amphibie, d'abord des Etats-Unis puis, lorsque les relations entre Pékin et Moscou se sont envenimées, de l'Union soviétique. Elle était alors essentiellement composée de sous-marins diesel et de lanceurs de missiles peu coûteux, et son aéronavale n'était équipée que de modestes bombardiers conventionnels.

Ces temps sont aujourd'hui révolus puisque son développement est devenu la principale priorité des autorités qui veulent disposer, à terme, de moyens militaires navals conformes aux besoins sécuritaires qu'elles ont définis. Leur stratégie leur impose donc de disposer d'une marine capable de sauvegarder sa souveraineté sur ses eaux territoriales en affirmant sa puissance en mer de Chine, et de débarquer sur Taiwan si l'île venait à déclarer son indépendance tout en représentant alors, pour les marines américaine et japonaise, une menace suffisamment crédible pour les dissuader d'intervenir au profit de Taipei. Pour de nombreux experts, c'est avant tout la question taïwanaise qui explique que la marine chinoise qui n'avait encore, il y a dix ans, qu'une vocation locale, a aujourd'hui pris une dimension régionale : l'effort pour la doter de sous-marins répond en effet à la volonté d'empêcher ou au moins de contrecarrer toute intervention navale des alliés de Taipei, car ces bâtiments sont les meilleures armes contre les porte-avions et, au plan nucléaire, le gage absolu d'une capacité de seconde frappe crédible.

La marine chinoise devra également être en mesure d'assurer la sécurité des voies d'approvisionnements énergétiques du pays, comme le suggère le renforcement de sa flotte du Sud, et son champ d'action est même appelé à s'étendre puisqu'elle dispose, grâce à la stratégie en « collier de perles » mise au point par Pékin, d'un important réseau de points d'appui qui s'échelonne du golfe Persique au détroit de Malacca, avec les bases de Gwadar, au Pakistan, de Marao aux Maldives, de Chittagong au Bangladesh et de Sittwe en Birmanie. La récente mise en service de deux grands pétroliers-ravitailleurs de plus de 23 000 tonnes, qui porte ainsi cette flotte à cinq unités, alors que la France par exemple n'en a que quatre, et la construction en cours de deux autres, confirment la future vocation océanique de la marine chinoise.

Forte d'environ 1 400 navires d'un volume total estimé à 788 870 tonnes, dont 424 bâtiments de combat, la marine de guerre chinoise s'est hissée, en 2006, au 3^{ème} rang mondial³⁷, juste derrière la Russie mais loin devant la Grande-Bretagne ou la France, qui affichent des tonnages respectifs de 470 000 et 307 000 tonnes.

Comptant 268 000 hommes, dont 28 000 dans les forces de défense côtière, 25 000 dans l'aéronavale et 7 000 dans l'infanterie de marine, la marine chinoise est articulée en trois flottes.

Implantée à Qingdao, dans la province de Shandong, celle du Nord couvre un espace qui va de la frontière coréenne à Lianyungang et qui est divisé en 6 zones de défense, Dalian, Yingkou, Qinhuangdao, Tianjin, Weihai et Jiaonan. Ses principales bases de Lushun et Qingdao abritent tous les sous-marins nucléaires.

La flotte de l'Est, dont l'état-major se trouve à Ningbo, protège l'ensemble allant de Lianyungang à l'île Nanao, lui aussi divisé en 6 zones de défense, Lianyungang, Wusong, Dinghai, Wenzhou, Ningbo et Xianen. Les sous-marins de type Kilo et les destroyers de la classe Sovremenny mouillent à Shanghai.

Enfin, la flotte du Sud, dont les bases les plus importantes sont Zhanjiang, siège de son état-major, et Yulin, regroupe l'intégralité de l'infanterie de marine et des unités amphibies.

a) Les forces de surface

Composées de plus de 400 navires dont 300 bâtiments de soutien, parmi lesquels 120 dragueurs de mines, 16 bâtiments amphibies de plus de 3 000 tonnes et 49 ravitailleurs, ces forces sont aujourd'hui en pleine modernisation, notamment les frégates et les destroyers qui voient pour la plupart le jour dans les arsenaux de Shanghai et de Canton.

Jusqu'au début des années 1990, la Chine était équipée de destroyers de type Luda, dérivés de la classe soviétique Kotlin que l'Armée rouge a retirée du service depuis plus de vingt ans. Dépassés, les 16 exemplaires chinois, tous sortis des chantiers navals domestiques, sont donc en cours de remplacement.

³⁷ Source : « Flottes de combat 2006 », Editions Maritimes et d'Outre mer, par Bernard Prézélin.

La marine chinoise a tout d'abord reçu, au début des années 1990, trois nouveaux destroyers, deux de la classe Luhu et un de la classe Luhai, d'un tonnage respectif de 4 200 et 5 500 tonnes nettement supérieur aux 3 250 tonnes du modèle Luda.

Handicapés par la trop courte portée de leurs missiles de défense aérienne, ces navires sont cependant en voie de substitution par le nouveau programme du destroyer de 6 500 tonnes de la classe Lanzhou qui a été lancé au début des années 2000. Deux exemplaires de la version 052B, à la technologie à la fois russe et chinoise, ont été mis en service en juillet 2004, en même temps que le premier exemplaire de la version 052C, qui n'incorpore que de la technologie chinoise et dont la seconde unité a été livrée à la marine l'année suivante.

Ces quatre navires sont équipés d'un radar à quatre faces planes comparable au système américain Aegis pour le guidage des missiles. Les deux 052 B sont notamment armés de 48 missiles antiaériens SAN-12 et de 16 missiles anti-navires YJ-83, alors que les 052 C disposent des nouveaux missiles de conception entièrement chinoise, soit 48 missiles antiaériens à décollage vertical HQ-9 et 16 missiles anti-navires YJ-62, d'une portée de 160 kilomètres. Ces bâtiments ont permis à la marine chinoise de remédier à sa faiblesse structurelle dans le domaine de la défense antiaérienne.

La modernisation de la flotte de destroyers s'est poursuivie grâce à l'achat, en Russie, de quatre navires de la classe Sovremenny dont les 18 exemplaires, tous construits à Saint-Petersbourg, avaient été mis en service par la marine soviétique au début des années en 1980.

Les quatre exemplaires achetés ont été livrés à la marine chinoise entre 1999 et 2006, et Pékin vient du reste d'en commander deux autres. Ces puissants destroyers de 8 400 tonnes sont équipés de 48 missiles antiaériens SA-N-7 mais surtout de 8 redoutables missiles antinavires Moskit SS-N-22, connus sous le code OTAN « Sunburn », qui se déplacent à la vitesse supersonique de mach 2,5 et pèsent 4 tonnes. Pouvant être armés d'une charge conventionnelle de 300 kg ou d'une tête nucléaire de 200 kg, ces missiles d'une portée de 150 kilomètres constituent une réelle menace pour la marine américaine qui regrette que l'ancien président Clinton n'ait pas accepté l'offre de Moscou, au milieu des années 1990, de lui acheter la totalité de son stock.

Les Sovremenny incorporent des technologies modernes qui pourraient permettre à Pékin de rattraper assez vite son retard sur l'Occident, mais souffrent cependant d'une forte signature radar et sont par ailleurs dépourvus de réelles capacités anti-sous-marines puisque leur système, qui repose à la fois sur un hélicoptère K-28, quatre tubes lance-torpilles et deux ensembles de six lance-roquettes d'une portée de 1 000 mètres, n'a pas de sonar de détection tracté qui équipe notamment les marines occidentales et la flotte japonaise.

En parallèle, les frégates chinoises sont également soumises à une cure de rajeunissement. Les forces navales disposent de 27 frégates Jianghu qui ont été mises en service en 1976, de 14 Jiangwei qui leur ont été livrées entre 1991 et 1997 et dont les exemplaires initiaux comportaient les premiers éléments de technologie occidentale jamais utilisés par la marine chinoise et, depuis peu puisqu'elles ont fait leur apparition en 2005, de deux frégates Jiangkai de 3 400 tonnes, plus connues sous le nom de Maanshan et qui sont souvent comparées au modèle français des années 1980 La Fayette.

D'après les experts occidentaux, 33 unités des deux premières classes, dont le tonnage varie, selon les types, de 1 425 à 2 250 tonnes, accusent un grand retard technologique en dépit de la modernisation récente de 4 d'entre elles, et seront donc remplacées, à terme, par des frégates de la classe Maanshan. Leur armement, pour l'instant strictement identique à celui des frégates Jiangwei puisqu'il consiste en 8 missiles antiaériens HQ-7 qui sont la version bonifiée du Crotales modulaire français, et 8 missiles anti-navires YJ-2, sera prochainement modifié, la marine attendant la mise en service d'un missile moderne à décollage vertical. Pékin prévoit la construction de 30 exemplaires de cette frégate de dernière génération, aux formes furtives.

Le parc d'aéronefs de l'aéronautique, soit actuellement 780 avions et hélicoptères dont certains ont déjà été évoqués, notamment les chasseurs de lutte antinavires SU-MKK2 et les hélicoptères K-28, ne devrait plus compter que 500 appareils à l'horizon 2010 car beaucoup d'entre eux, s'ils peuvent larguer des bombes et des mines ou tirer des roquettes, ne semblent pas capables d'engager efficacement un bâtiment de surface armé de moyens de défense antiaérienne modernes.

Il apparaît, enfin, que la Chine veut se doter du seul navire dont sa marine est aujourd'hui dépourvue, le porte-avions. Selon les analystes spécialisés, les autorités auraient en effet lancé un nouveau programme dont le financement spécial n'apparaîtrait pas dans le budget de la défense.

Dans les années 1980, les Chinois avaient déjà effectué des études portant à la fois sur un modèle de 20 000 tonnes dérivé de l'ancien porte-avions australien *Melbourne* qui avait été racheté, en 1984,

par une société chinoise de démolition puis soigneusement analysé par la marine, et sur un prototype trop ambitieux de 73 000 tonnes qui a par conséquent été abandonné en 1986. L'année suivante, ils avaient tenté de racheter un porte-avions américain de la classe Essex, qui était envoyé à la casse et dont la technologie leur aurait permis de compléter les données acquises en étudiant le *Melbourne*, mais ils s'étaient alors heurtés au veto de Washington.

Quelques années plus tard, en 1993, ils achetaient à Moscou deux catapultes à vapeur et des brins d'arrêt pour simuler des appontages sur les pistes spécialement aménagées de deux de leurs bases aéronavales.

Enfin, ils lançaient en 2000, en coopération avec le bureau d'architecture navale Nevskoye de Saint-Pétersbourg, leur nouveau projet de 40 000 tonnes, qui n'a pas encore été concrétisé mais qui reste à l'ordre du jour. Le groupe aérien de ce porte-avion qui serait doté de deux catapultes à vapeur d'origine russe, serait constitué de 20 à 40 chasseurs de fabrication domestique.

D'autres signes attestent de la volonté de Pékin d'armer sa flotte de surface d'un porte-avions : la modification, par l'adjonction d'une crose d'appontage, du FB-7 en FBC-1, l'achat à Moscou de la licence nécessaire pour pouvoir fabriquer le système d'ailes repliables du MIG-29K et, enfin, l'achat de la coque d'un porte-avions russe, le *Varyag*, dont la construction était restée inachevée, en 1993, faute de moyens financiers, après l'effondrement de l'Union soviétique. Acheté dans un premier temps par l'Ukraine qui l'a elle-même revendu, en 2000, à un milliardaire chinois qui devait officiellement le transformer en casino dans la baie de Macao, le *Varyag* a finalement rejoint Dalian en mars 2002, à l'issue d'âpres négociations avec la Turquie et la promesse d'une aide économique de 350 millions de dollars, pour obtenir qu'il puisse franchir le détroit du Bosphore. Acheté à l'état brut, il fait actuellement l'objet de travaux après avoir été peint en gris clair, la couleur officielle de la marine de guerre chinoise. Il y a quelques mois, un cacique de l'Armée Populaire de Libération, le général Wang Zhiyuan, a confirmé les intentions de son pays en déclarant que le porte-avions était « nécessaire à la défense de ses intérêts maritimes »³⁸.

La flotte amphibie connaît elle aussi un spectaculaire développement puisqu'en deux ans à peine, 20 grands bâtiments de débarquement de chars, 10 Yuting II et 10 Jushun, ainsi que des véhicules de transport de troupes à coussin d'air de type Jingsah, l'ont rejointe. Cette force, qui a été particulièrement impliquée dans les manœuvres sino-russes du mois d'août 2005, compte aujourd'hui environ 110 navires dont 36 seraient d'un tonnage supérieur à 2 000 tonnes.

b) Les forces sous-marines

Les sous-marins, qui permettent de faire reculer les limites géographiques du territoire et de faire peser une menace crédible, alors que les bâtiments de surface, loin des côtes, sont extrêmement vulnérables, sont au cœur de la stratégie navale chinoise.

En s'écriant, en 1959, « nous devons construire des sous-marins nucléaires, même si cela nous prend dix mille ans », Mao lui-même avait indiqué la voie à suivre pour contester la suprématie maritime des Occidentaux. Cet objectif est aujourd'hui partiellement atteint puisque 64 sous-marins, censés relayer les choix géopolitiques de Pékin, mouillent le long des côtes chinoises : 1 sous-marin nucléaire lanceur d'engins et 63 sous-marins d'attaque, soit 31 Roméo, 23 Ming, 5 Han et 4 Kilo³⁹. La nomination, à l'automne 2004, du chef de la marine et sous-marinier, l'amiral Dingfa Zhang, à la Commission militaire centrale, révèle tout l'intérêt porté par les autorités à leur force navale invisible.

Il convient cependant de relativiser la puissance réelle de cette armada, dont les systèmes d'acoustique et la plupart des systèmes de détection, d'origine russe, sont nettement dépassés, et dont les équipages sont insuffisamment qualifiés pour maîtriser les dernières technologies qu'elle incorpore. Particulièrement vétustes, les 31 Roméo, acquis auprès de l'Union soviétique dans les années 1970-1980, les 23 Ming de fabrication locale et les 5 Han, dont le premier exemplaire remonte à 1970, doivent donc être remplacés.

La marine chinoise s'est une nouvelle fois adressée à la Russie pour lui acheter 4 sous-marins classiques Kilo, qui sont particulièrement silencieux et dont les excellents équipements technologiques comprennent non seulement des sonars performants mais également des systèmes d'armes qui incluent des missiles anti-navires Novator Klub-S, d'une portée de 300 kilomètres, qui renforcent incontestablement leur capacité. La Chine a commandé 8 exemplaires supplémentaires qui devraient lui être livrés dans le courant de l'année 2007, et a abondé sa commande de 2 sous-marins de

³⁸ *Associated Press* du 10 mars 2006, « Report : China plans to build carrier ».

³⁹ Dans son ouvrage déjà cité, Bernard Prézélin avance même le chiffre de 80 sous-marins dont 5 nucléaires.

quatrième génération de classe Amur, un modèle qu'elle construira ensuite sous licence dans ses propres chantiers navals. Les performances de ces sous-marins modernes sont améliorées grâce à leurs torpilles de type Squall, achetées à Moscou, dont la vitesse est sept fois supérieure à celle des torpilles conventionnelles et qui représentent un danger majeur pour les bâtiments de surface.

Pékin a par ailleurs réactivé le programme des sous-marins de classe Song qu'elle avait engagé au début des années 1990 grâce aux technologies occidentales acquises avant l'embargo de 1989 mais qu'elle avait ensuite dû abandonner en raison d'importantes difficultés apparues dans sa mise au point : la marine chinoise en possède aujourd'hui 12 et en construit actuellement 4 autres.

La flotte de sous-marins a également été améliorée avec la mise en service très récente de deux Yuan, ce nouveau sous-marin dont la construction a été entourée du plus grand secret et qui est la synthèse du Kilo russe et du Song domestique.

Parallèlement, Pékin a développé une nouvelle génération de sous-marins nucléaires destinés à remplacer ses vieux bâtiments de classe Han. De 4 à 6 exemplaires du SNA de type 093, qui est une version du sous-marin russe Victor III équipée de missiles de croisière de longue portée pouvant être tirés en plongée, devraient donc être mis à la disposition de la marine dans les prochaines années, vers 2010 sans doute.

Enfin, la composante navale des forces nucléaires chinoises est en voie de renouvellement. L'unique exemplaire de sous-marin stratégique, le Xia, qui est armé de 12 missiles Julang 1 d'une portée de 3 600 kilomètres, va être remplacé par le sous-marin de type 094 qui a été lancé en 2004 et qui sera mis en service dans le courant de l'année 2007. Dérivé du Delta russe, le 094 est armé de 16 missiles balistiques intercontinentaux Julang 2 qui peuvent atteindre n'importe quel point de la planète puisqu'ils ont une portée de 8 000 kilomètres. Version navale du DF-31, ce missile donnera à Pékin une réelle capacité de frappe nucléaire.

La marine chinoise s'ouvre donc de plus en plus vers le grand large. Certes, elle ne semble donc pas encore au niveau de celle des Etats-Unis ou du Japon, mais elle affiche cependant des progrès constants : des sous-marins modernes remplacent régulièrement les vieux modèles, des navires furtifs aux lignes proches de leurs pendant occidentaux font leur apparition, sa force amphibie s'étoffe considérablement et la mise à l'eau d'un porte-avions n'est manifestement plus qu'une question de temps. Une fois sa modernisation achevée, vers 2020 sans doute, la marine chinoise sera le fer de lance d'une armée chinoise qui n'aura plus rien à envier aux plus puissantes de la planète.

3) La coopération internationale

La Chine procède donc à une véritable révolution dans ses affaires militaires, puisqu'elle s'évertue à réduire de façon significative le volume de ses forces armées et à moderniser sensiblement leur arsenal, afin de les adapter à leur environnement sécuritaire. Les autorités entendent par ailleurs les ouvrir davantage sur l'extérieur, en renforçant leurs relations militaires avec d'autres pays et en les faisant progressivement intervenir dans la sauvegarde de la paix mondiale.

Pékin a ainsi noué des relations militaires avec plus de 150 pays et installé des bureaux d'attachés militaires dans 107 pays, elle-même accueillant 85 bureaux du même type. Depuis 2004, différentes délégations supérieures de l'Armée Populaire de Libération ont visité une soixantaine de pays, alors que des ministres de la Défense, des commandants en chef, des chefs d'état-major et d'autres officiers supérieurs de plus de 90 pays se sont rendus en Chine. La marine chinoise a quant à elle multiplié les contacts avec ses homologues thaïlandaise, américaine, canadienne, australienne, britannique, coréenne, française, péruvienne ou indienne. Lors de la présentation du dernier Livre blanc, le directeur du bureau des Affaires étrangères du ministère chinois de la Défense a rappelé que depuis 2000, l'armée chinoise avait invité à cinq reprises des observateurs étrangers et des attachés militaires à venir assister à des exercices, qu'elle avait par ailleurs organisé 16 exercices militaires conjoints avec 11 autres pays et, enfin, qu'elle développait ses relations internationales, notamment par le biais d'échanges de haut niveau, de consultations sur la sécurité, de coopérations régionales ainsi que d'échanges de technologie.

Depuis plusieurs années, les armées chinoises procèdent à des manoeuvres communes avec d'autres grandes puissances, comme la Russie, dans le cadre notamment de leur participation à la lutte contre les nouvelles menaces, au premier rang desquelles figure le risque terroriste. Ces manoeuvres militaires de grande ampleur⁴⁰ sont également un excellent moyen pour la Chine de renforcer son partenariat politique avec certains pays, notamment avec le Pakistan où se sont déroulées, en décembre 2006, d'importants exercices, portant sur la coordination des forces des deux

⁴⁰ Annexe 3 (les plus importantes pour l'année 2006).

pays face au terrorisme transnational, qui n'ont pas manqué d'interpeller New Delhi, qui insiste avec méfiance au rapprochement sino-pakistanaï que la visite du président Hu Jintao à Islamabad, en novembre 2006, n'a fait que confirmer.

Pékin entend par ailleurs que ses armées participent plus activement aux opérations de maintien de la paix des Nations unies ou à celles de secours après organisées après des catastrophes naturelles.

Depuis 2000, la Chine a ainsi envoyé 893 militaires dans sept missions internationales de maintien de la paix, au cours desquelles huit d'entre eux ont du reste trouvé la mort et une dizaine d'autres ont été blessés. On en compte aujourd'hui 1 487 dans neuf missions des Nations unies et dans le Département de l'ONU qui gère ces opérations. La Chine est ainsi devenue le 12^{ème} fournisseur en hommes des Nations unies et se place même devant les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité. Depuis sa première implication dans une force de maintien de la paix, au Cambodge en 1992, la Chine a envoyé des militaires dans les régions de conflit les plus sensibles, le Kosovo, l'Afghanistan, le Libéria, le Timor oriental ou la République démocratique du Congo. En 2006, elle a même dépêché 180 hommes au Liban, principalement des militaires du génie chargés de procéder à des missions de déminage, pour y participer à la force internationale de maintien de la paix de l'ONU. C'est d'ailleurs au Liban que sont tombés, en juin 2006, ses deux derniers tués en opérations extérieures.

CONCLUSION

Depuis plus de vingt ans, la Chine a fait le choix constant d'une émergence « pacifique » par le développement économique, qui suppose aujourd'hui des importations massives de matières premières et d'énergie lui imposant tout autant de sécuriser ses approvisionnements, dont l'essentiel est assuré par voie maritime, que de trouver de nouveaux fournisseurs. L'agressivité de son économie, qui submerge le monde entier, provoque des ravages sociaux en Occident et en Asie, qu'elle essaie par conséquent de compenser en s'engageant résolument dans les relations internationales et en donnant des gages de respectabilité sur l'échiquier diplomatique, où elle veut désormais être reconnue en tant que puissance majeure et responsable ce qui ne l'empêche pas, néanmoins, de se constituer une clientèle de pays rejetés, comme l'Iran ou la Corée du Nord, de façon à y contrebalancer l'influence américaine.

Mise au service d'une expansion économique qui vassalise peu à peu la planète, sa diplomatie vise par ailleurs à assurer une stabilité régionale d'autant plus indispensable que les sources internes d'inquiétude ne manquent pas, qu'elles soient d'origine sociale, en raison des profondes inégalités qui ne cessent de se creuser au sein d'une population dangereusement vieillissante, ou d'origine politique avec l'expression de revendications séparatistes qui la fragilisent sur ses marches occidentales mais également en mer de Chine, où son intangible fermeté à l'égard de Taiwan confirme qu'elle n'acceptera pas d'atteinte à l'intégrité de son territoire.

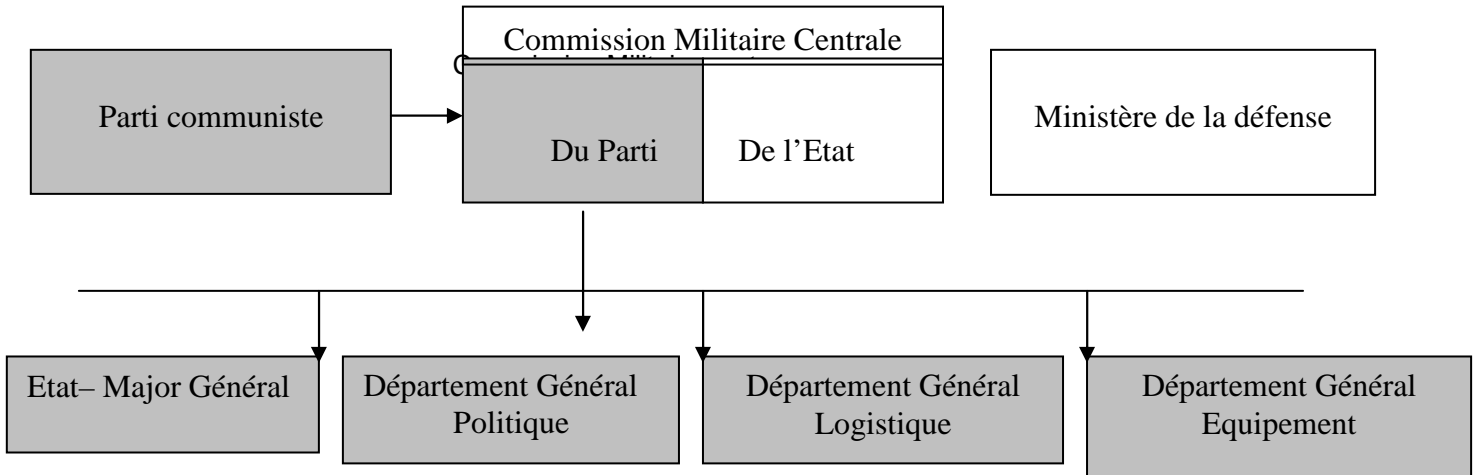
Cherchant avant tout à s'imposer comme le leader d'une zone dont elle aimerait exclure les Américains et dans laquelle elle réfrène toute autre velléité de puissance, Pékin « soutient au niveau mondial l'émergence de pôles concurrents qui la servent dans sa stratégie d'équilibre face aux Etats-Unis, mais rejette en revanche l'application du principe de multipolarité dans sa propre zone »⁴¹.

Sa puissance militaire naissante constitue le dernier atout de sa sécurité, dont les limites sont repoussées au-delà des frontières strictes du sol national grâce au développement d'une prometteuse marine de guerre et à de spectaculaires avancées nucléaires et spatiales. Les dirigeants chinois associent leurs moyens militaires à la lutte politique, économique et diplomatique qu'ils mènent pour améliorer l'environnement stratégique de leur pays et diminuer les facteurs d'instabilité et d'insécurité. Toujours prompts à brandir la menace d'un recours à la force aussitôt annihilée par les ressorts de leur admirable souplesse et leurs grands talents de négociateurs, ils n'auront cependant pas à s'en servir car ils savent mieux que quiconque que la suprématie de leur économie leur fait déjà gagner les guerres à venir, sans combattre.

⁴¹ *Cahiers de Mars*, n° 183, 1^{er} janvier 2005, « La Chine et la puissance », par Valérie Niquet.

ANNEXE 1

L'armée aux ordres du Parti



BIBLIOGRAPHI

Marine

Armée
de l'Air

Seconde Artillerie

7 Régions Militaires

ANNEXE 2

La loi anti-sécession du 14 mars 2005 (extraits)

Article 1 - La loi est élaborée en vertu de la Constitution, dans le but de s'opposer à et de réfréner la sécession de Taiwan de la Chine réalisée par les sécessionnistes au nom de l'« indépendance de Taiwan », de promouvoir la réunification nationale pacifique, de maintenir la paix et la stabilité dans le Détroit de Taiwan, de préserver la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la Chine, et de sauvegarder les intérêts fondamentaux de la nation chinoise.

Article 2 - Il n'existe qu'une seule Chine dans le monde. La partie continentale de la Chine et Taiwan appartiennent tous les deux au même pays. La souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la Chine ne permettront aucune division. Sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine constitue l'obligation commune du peuple chinois dans son ensemble, y compris les compatriotes de Taiwan.

Article 3 - La question de Taiwan est un problème légué par la guerre civile chinoise à la fin des années 1940.

La solution de la question de Taiwan et l'achèvement de la réunification nationale constituent les affaires intérieures de la Chine, et ne font l'objet d'aucunes interférences de la part de forces extérieures.

Article 4 - Accomplir l'immense tâche de la réunification de la mère patrie est l'obligation du peuple chinois tout entier, y compris les compatriotes de Taiwan.

Article 8 - Au cas où les forces séparatistes de l'« indépendance de Taiwan » agiraient, sous quelque prétexte et manière que ce soit, dans le but de séparer Taiwan de la Chine, ou que de majeurs incidents provoquant la sécession de Taiwan de la Chine se produiraient, ou encore que les possibilités de la réunification pacifique seraient complètement anéanties, l'Etat aura alors recours aux moyens non pacifiques et autres moyens nécessaires pour protéger la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la Chine.

Le Conseil des Affaires d'Etat et la Commission militaire centrale décideront d'utiliser des moyens non pacifiques et de prendre d'autres mesures nécessaires proposées dans le paragraphe précédent et ils soumettront immédiatement un rapport au Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale.

Article 9 - En cas d'utilisation et d'exécution de moyens non-pacifiques et d'autres mesures nécessaires comme ceux qui sont proposés dans la Loi, l'Etat fera tout son possible pour protéger les vies, biens et autres droits et intérêts légitimes des citoyens taiwanais et des personnes de nationalité étrangère à Taiwan, dans le but de minimiser les pertes. En même temps, l'Etat protégera les droits et intérêts des compatriotes de Taiwan dans les autres parties de la Chine conformément à la Loi.

ANNEXE 3

Les principales manœuvres militaires chinoises en 2006

1 - Manœuvres interrégionales de l'armée de terre

Le 5 septembre 2006, une brigade d'infanterie mécanisée de la région militaire de Shenyang, stationnée dans l'est de la province du Liaoning, s'est mise en route pour une expédition la conduisant vers un champ de bataille situé à 1 000 kilomètres, où elle a ensuite engagé le combat contre une brigade blindée appartenant à la Région militaire de Pékin. Les experts ont indiqué que ce type de manœuvres mobiles, organisées pour la première fois par l'armée chinoise, était destiné à tester les capacités informatiques dans le cadre d'exercices modernes.

2 - Manœuvres de sauvetage maritime sino-américaines

Le 20 septembre 2006, le destroyer lance-missiles Qingdao et le navire de ravitaillement Hongzehu, en visite aux États-Unis, ont accompli avec l'US Navy un exercice de sauvetage conjoint près de San Diego, sur la côte ouest des États-Unis. Ces premières manœuvres conjointes jamais effectuées entre les marines chinoise et américaine attestent d'une coopération bilatérale approfondie dans le domaine de la sécurité non traditionnelle.

3 - Manœuvres antiterroristes Chine-Tadjikistan Assistance 2006

Les 22 et 23 septembre 2006, une troupe chinoise a participé, au Tadjikistan, à des manœuvres antiterroristes. C'était la première fois, dans toute son histoire, que l'armée chinoise participait à des exercices conjoints organisés sur un territoire étranger.

4 - Manœuvres de combat réel 2006

Du 12 au 18 octobre 2006, les manœuvres Queshan 2006 ont eu lieu sur une base d'entraînement de la Région militaire de Jinan, avec la participation d'une division d'infanterie motorisée chinoise. Elles ont été saluées comme des « tests de fiabilité probants pour l'Armée Populaire de Libération ».

5 - Manœuvres « Avant-Garde 2006 »

Organisées par la Région militaire de Jinan, dans la province du Shandong, le 14 novembre 2006, ces manœuvres portaient sur la préparation à une éventuelle guerre de haute technologie. Plus de 8 000 soldats des troupes aéroportées, des détachements de combat électronique, de l'artillerie moderne et des unités spéciales y ont participé.

6 - Manœuvres Chine-Pakistan Amitié 2006

Du 11 au 18 décembre 2006, les manœuvres sino-pakistanaïses « Amitié 2006 » se sont déroulées à Abbottabad, au Pakistan. Elles avaient pour but de renforcer la coopération militaire entre les deux pays, pour améliorer leur efficacité dans la lutte antiterroriste et leur contribution au maintien de la paix dans la région.

Source : Le Quotidien du Peuple.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

Chine – USA : la guerre programmée, par Jean-François Susbielle, First Editions, 2006.
Enjeux diplomatiques et stratégiques 2006, Centre d'études diplomatiques et stratégiques, Economica.
Faut-il avoir peur de la Chine ? par Boris Cambreleng, Editions Milan, 2006.
La Chine au XXI^e siècle, par Jean-François Dufour, 2003, Editions Milan.

TEXTES OFFICIELS

Rapport d'information n°336 (2001 – 2002) de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, rédigé à la suite d'une visite effectuée du 3 au 10 mars 2002 en Inde et au Pakistan.

Rapport d'information n° 307 (2005 – 2006) de la commission des Affaires économiques du Sénat, rédigé à l'issue d'une mission effectuée en Chine du 10 au 22 septembre 2005.

MÉMOIRES ET ÉTUDES

Etudes du CERI, Sciences Politiques, n° 96, juillet 2003, « *Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie* », par Sébastien Colin.

Mémoire de DEA, Institut français de géopolitique, 2004 – 2005, « *Les enjeux de la compétition maritime entre l'Inde et la Chine* », par Guillaume Garnier.

Rapport du Centre des Hautes Etudes Militaires, 2003-2004,
« *Chine : une menace en 2020 ?* », par les colonels Artur, Chariglione et Zambuco,

Rapport de la 162^{ème} session régionale de l'IHEDN, octobre 2005,
« *Le contrôle de la haute mer est-il possible contre les menaces émergentes ?* »
« *Le développement de la flotte chinoise, signal d'une nouvelle course aux armements dans le Pacifique ?* »
« *La maîtrise de l'espace maritime dans le futur : quelles stratégies et quels moyens ?* »

REVUES SPÉCIALISÉES

Annuaire français des relations internationales, 2006

« *La doctrine de sécurité de la République populaire de Chine* », par Valérie Niquet.

Alternatives Internationales

Mars-avril-mai 2006, « *Chine, la diplomatie du pétrole* », par Philippe Sébille-Lopez.

Armées d'aujourd'hui

N°229, avril 2005

« *Entre désarmement et non-prolifération* », par Nicolas Kasprzyk.

N°307, février 2006

« *Chine – Taiwan : le bras de fer* », par Laurent Lambert.

Défense et sécurité internationale

N°11, janvier 2006, « *Les ambitions navales de l'Inde et de la Chine* », par Guillaume Garnier.

Défense Nationale

Avril 2005

« *Asie centrale : la poudrière et les allumettes* », par René Cagnat.

Mai 2005

« *Chine – Europe, où allons-nous ?* », par François Danjou.

« *La loi anti-sécession n'annonce pas une crise sino-taiwanaise* », par Harold Hyman.

Octobre 2005

« *Vers de nouvelles défaites américaines* », par Pascal Chaigneau.

Janvier 2006

« *Les défis stratégiques de la Chine* », par le général Zhang Changtai.

« *Perspectives chinoises* », par Tao Wudang,

« *Stratégies chinoises en Amérique latine* », par François Lafargue.

« *Entre partenariat et endiguement : le casse-tête chinois de Washington* », par Barthélémy Courmont.

« *La Chine et la mer aujourd'hui* », par Bertrand Lepeu.

« *Situation et évolution des marines asiatiques* », par Bernard Prézélin.

« *Les grands enjeux stratégiques en Asie* », par Valérie Niquet.

« *Le 'grand dessein' de la Corée du Sud* », par Marianne Péron-Doise.

Etudes

N° 4054, octobre 2006, « *La Chine, nouvel acteur des relations internationales* », par Philippe Le Corre.

International Strategic Studies

3rd Issue, 2005,

« *Sino-Indian Relations Entering a New Stage of Comprehensive Development* », by Zhang Ge and Liu Runyan.

« *An analysis of the Growth of the Chinese Military Expenditure* », by Lu Guangye.

Institute for Strategic Studies

N°59, juin 2005, « *L'évolution stratégique du Japon* », par Régine Serra.

La Baille

N°290, janvier 2006, « *La Chine et la mer aujourd'hui* », par Bertrand Lepeu et Pierre Trollier.

La Revue des Deux Mondes

N° 2, février 2006, « *L'Occident démuni face aux provocations iraniennes* », par Renaud Girard.

Les Cahiers de Mars

N°183, janvier 2005,

« *Sécurité énergétique en Chine et diplomatie pétrolière* », par Michal Meidan.

« *La Chine et la puissance* », par Valérie Niquet.

« *Dynamisme chinois et dépendance pétrolière* », par Pierre Gallois.

« *La 'diplomatie du pourtour' de la Chine* », par Sébastien Colin.

« *La Chine puissance encerclée* », par Jean-Vincent Brisset.

Les Cahiers du Japon

N° 107, printemps / été 2006, « *Vers la création d'une communauté de l'Asie de l'Est* », par Shiraishi Takashi.

Questions Internationales

N°6, mars-avril 2004, « *La Chine* ».

« *La politique extérieure : pragmatisme et intérêts nationaux* », par François Godemet.

« *La Chine, puissance régionale* », par Régine Serra.

« *Les relations sino-américaines depuis la fin de la guerre froide* », par Daniel Sabbagh

« *Chine-Russie : des intérêts convergents* », par Lucia Montanaro-Jankovski.

« *Croissance et contraintes de l'économie chinoise* », par Diana Hochraich.

Politique Internationale

N°107, printemps 2005

« *L'économie chinoise : à l'assaut du monde* », par Erik Izraelewicz.

N°110, hiver 2006,

« *Chine : des armes pour quoi faire ?* », par Jean-Pierre Cabestan

« *Pékin – Tokyo : la revanche des passions* », par Emmanuel Dubois.

The Military Balance 2005 – 2006